

# Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale  
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

## Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

### 1. Intitulé du projet

Agrandissement 'Extension' de 2 384m<sup>2</sup> du camping Loisirs 2 étoiles 'Le Clos Des Tourterelles'

### 2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

#### 2.1 Personne physique

Nom

Prénom

#### 2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

SARL LES TOURTERELLES

Nom, prénom et qualité de la personne  
habilitée à représenter la personne morale

GUEON Jean Joseph

RCS / SIRET

4 2 2 3 5 0 7 8 5 0 0 0 1 6

Forme juridique

SARL

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

### 3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
42 a)	Création de 14 emplacement pour agrandir la capacité d'accueil du camping existant de 76 à 90 emplacements

### 4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

#### 4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Extension de 2 384m<sup>2</sup> avec création de 14 emplacement pour résidence mobile de loisir, caravanes et tentes.  
Extension du parking privé extérieur pour la clientèle de 9 stationnements dont 1 pour PMR.

Le projet sera qu'une exploitation en surface du terrains constructible nus de tout qui est accolé au camping actuel, aucun travaux de construction, démolition ou avec fondation aura lieu.

Le projet décrit dans cette demande a fait le 27/10/2020 l'objet d'une demande de certificat d'urbanisme opérationnel N°CUB04504720N0013 qui a été accordé par la Communauté De Communes Du Pithiverais et accordé le 04/01/2021 par le Maire de la commune.

Une demande de permis d'aménager du 19/01/2021 à la Communauté De Communes Du Pithiverais au service instructeur est en cours sous le N°PA04504721n0001



## 4.2 Objectifs du projet

Il s'agit d'un agrandissement 'extension' du camping classé 2 étoiles loisirs de 76 emplacements situés au 29 Rue Des Rendillons 45300 BOUZONVILLE AUX BOIS.

Agrandissement 'extension' de 14 emplacement pour résidence mobile de loisir, caravanes et tentes desservis par la création d'une voirie d'accès en giratoire de 5,00m de largeur portant la capacité totale du camping à 90 emplacements.

Agrandissement 'extension' du parking privé extérieur de 9 stationnements dont 1 pour PMR, portant la capacité totale de stationnement du parking extérieur à 27.

## 4.3 Décrivez sommairement le projet

### 4.3.1 dans sa phase travaux

Les travaux prévus pour une durée 8 à 10 mois seront séquencés en 5 phases:

1 - Parking extérieur privé réservé à la clientèle : création des 9 stationnements dont 1 pour PMR pour une surface d'emprise au sol de 176m<sup>2</sup>.

2 - Mise en place d'une clôture périmétrique de 136m en limite de propriété de l'agrandissement 'extension' du camping d'1,80m de hauteur en grillage rigide avec poteaux bétons et sous bassement plaques bétons.

3 - Création d'une voirie d'accès aux emplacements de 5,00m de large en giratoire pour une surface d'emprise au sol de 832m<sup>2</sup> évitant la nécessité de faire demi-tour pour accéder ou quitter les emplacements ainsi que de permettre la manœuvre en toute sécurité aux services de secours et d'interventions.

4 - Création de tranchées sur les 14 emplacements pour le raccordement au réseau électrique, eau potable et eaux usées qui se fera sur ceux du camping existants.

5 - Création des 14 emplacements pour une surface d'emprise au sol de 1 376m<sup>2</sup> pour résidence mobile de loisir, caravanes et tentes du camping avec des haies séparatives d'une hauteur d'environ 1,80m maximum avec des végétaux naturels persistant.

### 4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Les 6 premiers emplacements seront repartis comme ainsi : 5 emplacements de 152,70m<sup>2</sup> et 1 emplacement de 164,84m<sup>2</sup> destinées aux résidences mobiles 'mobil-homes' de loisirs de 40m<sup>2</sup> maximum.

Les 8 autres seront repartis comme ainsi : 2 emplacements de 45m<sup>2</sup>, 2 emplacements de 56m<sup>2</sup>, 2 emplacements de 64m<sup>2</sup> et 2 emplacements de 59m<sup>2</sup>, ces emplacements seront destinées aux campeurs de passages en tentes, caravanes ou camping-cars.

Les 9 stationnements du parking privé extérieure seront utilisés pour le stationnement des véhicules de la clientèle du camping.



**4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?**

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Je ne le sais pas

**4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées**

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Superficie globale des terrains du projet	2 834m <sup>2</sup>
Superficie des 14 emplacements pour résidence mobile de loisir, caravanes et tentes	1376m <sup>2</sup>
Superficie de la voirie giratoire de circulation d'accès aux emplacements	832m <sup>2</sup>
Superficie des 9 stationnements parking extérieur	176m <sup>2</sup>

**4.6 Localisation du projet**

Adresse et commune(s)  
d'implantation

29 RUE DES RENDILLONS  
45300 BOUZONVILLE AUX BOIS

Coordonnées géographiques<sup>1</sup>

Long. 2 ° 14' 30 " 244 Lat. 48 ° 06' 13 " 003

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. \_\_\_ ° \_\_\_ ' \_\_\_ " \_\_\_ Lat. \_\_\_ ° \_\_\_ ' \_\_\_ " \_\_\_

Point d'arrivée :

Long. \_\_\_ ° \_\_\_ ' \_\_\_ " \_\_\_ Lat. \_\_\_ ° \_\_\_ ' \_\_\_ " \_\_\_

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☒

Non ☐

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

<sup>1</sup> Pour l'outre-mer, voir notice explicative



## 5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	



Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?  Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Lequel et à quelle distance ?</b>
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	



6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	



	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Risques</b>	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Nuisances</b>	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	



	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	



Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

**6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?**

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

Objet	Impact
Document CBR 1/1474 relatif à l'impact environnemental du projet de construction d'un pont de 1,25 km de longueur sur la route nationale 101 (N101) à l'entrée de la commune de Saint-Genès-de-Majesté (Gironde).	Impact négatif
Un plan de gestion de l'eau (PGE) de la commune de Saint-Genès-de-Majesté (Gironde) relatif à la gestion de l'eau de la commune.	Impact négatif

**6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?**

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

Le projet de construction d'un pont de 1,25 km de longueur sur la route nationale 101 (N101) à l'entrée de la commune de Saint-Genès-de-Majesté (Gironde) a pour objectif de faciliter la circulation des véhicules et des piétons entre la commune de Saint-Genès-de-Majesté (Gironde) et la commune de Saint-Genès-de-Majesté (Gironde).	Impact positif
Le projet de construction d'un pont de 1,25 km de longueur sur la route nationale 101 (N101) à l'entrée de la commune de Saint-Genès-de-Majesté (Gironde) a pour objectif de faciliter la circulation des véhicules et des piétons entre la commune de Saint-Genès-de-Majesté (Gironde) et la commune de Saint-Genès-de-Majesté (Gironde).	Impact positif



**6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :**

#### 7. (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

j'estime que le projet entraînant aucun impact sur son environnement proche ou éloigné tel ainsi qu'étant réaliser dans un environnement non soumis aux sites classé et qu'il est décrit dans le formulaire et annexes devrait être dispensé d'une évaluation environnementale.

De plus Il s'agit ici d'un agrandissement 'extension' de 2 384m2 pour augmenter de 14 emplacements son nombre actuel de 76 emplacements d'un camping existant depuis environ 1978 qui se situe dans aucune zone protéger et soumise à conditions particulières et ayant fait l'objet d'aucune nuisance, dénaturation ou plainte que se soit.

#### 8. Annexes

##### 8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - <b>non publié ;</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>



## 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

### Objet

Demande de certificat d'urbanisme opérationnel

N°CUB04504720N0013 du 27/10/2021 qui a été accordé par la Communauté De Communes Du Pithiverais et accordé le 04/01/2021 par le Maire de la commune.

Demande de permis d'aménager du 19/01/2021 à la Communauté De Communes Du Pithiverais au service instructeur est en cours sous le N°PA04504721n0001 en attente de réponse sur une dispense d'étude d'impact environnementale ou d'une étude d'impact environnementale.

## 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à BOUZONVILLE AUX BOIS

le, 19/02/2021

Signature



**SARL LES TOURTERELLES**  
Camping\*\* Le Clos des Tourterelles  
29 RUE DES RENDILLONS  
45300 BOUZONVILLE AUX BOIS  
Tél: 02.38.33.01.00 / 06.79.48.36.18  
SARL au capital de 7 622,65 Euros  
R.C.S Orléans 422.350.785.00016 / APE 5530Z  
N° TVA Intracommunautaire FR52422350785





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé  
de  
l'environnement

**Annexe n°1 à la demande d'examen au cas par cas préalable  
à la réalisation d'une étude d'impact**

**Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire**  
À JOINDRE AU FORMULAIRE CERFA N° 14734

**NOTA : CETTE ANNEXE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN DOCUMENT NUMÉRISÉ PARTICULIER  
LORSQUE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EST ADRESSÉE À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE  
PAR VOIE ÉLECTRONIQUE**

**Personne physique**

Adresse

Numéro

Extension

Nom de la voie

Code Postal

Localité

Pays

Tél

Fax

Courriel

@

**Personne morale**

Adresse du siège social

Numéro

29

Extensio  
n

Nom de la voie

RUE DES RENDILLONS

Code postal

4 5 3 0 0

Localité

BOUZONVILLE AUX BOIS

Pays

FRANCE

Tél

238330100

Fax

Courriel

leclosdestourterelles@orange.fr

**Personne habilitée à fournir des renseignements sur la présente demande**

Nom

GUEDON

Prénom

JEAN JOSEPH

Qualité

GERANT

Tél

679483618

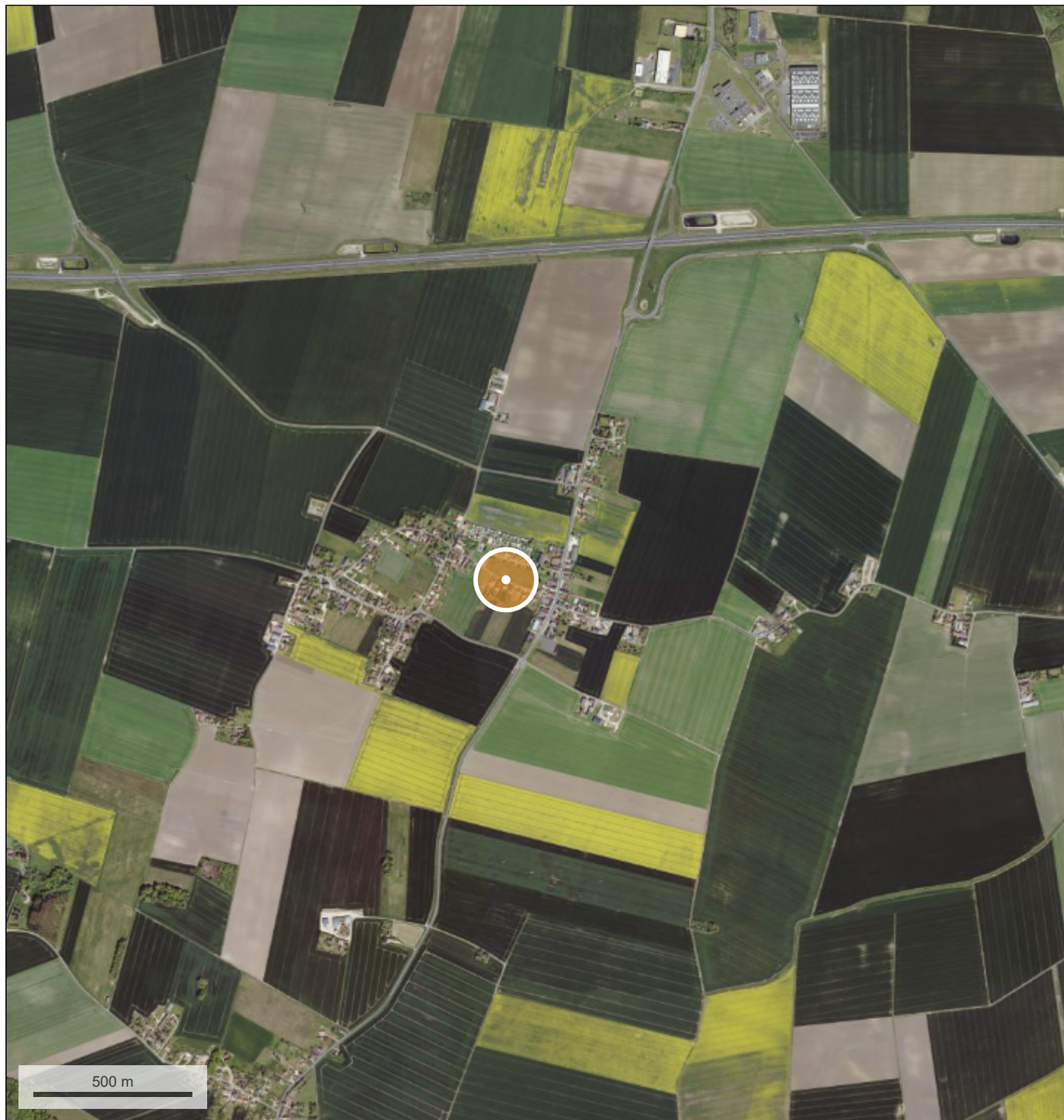
Fax

Courriel

leclosdestourterelles@orange.fr

**En cas de co-maîtrise d'ouvrage, listez au verso l'ensemble des maîtres d'ouvrage.**











25/01/2021



25/01/2021





25/01/2021



25/01/2021









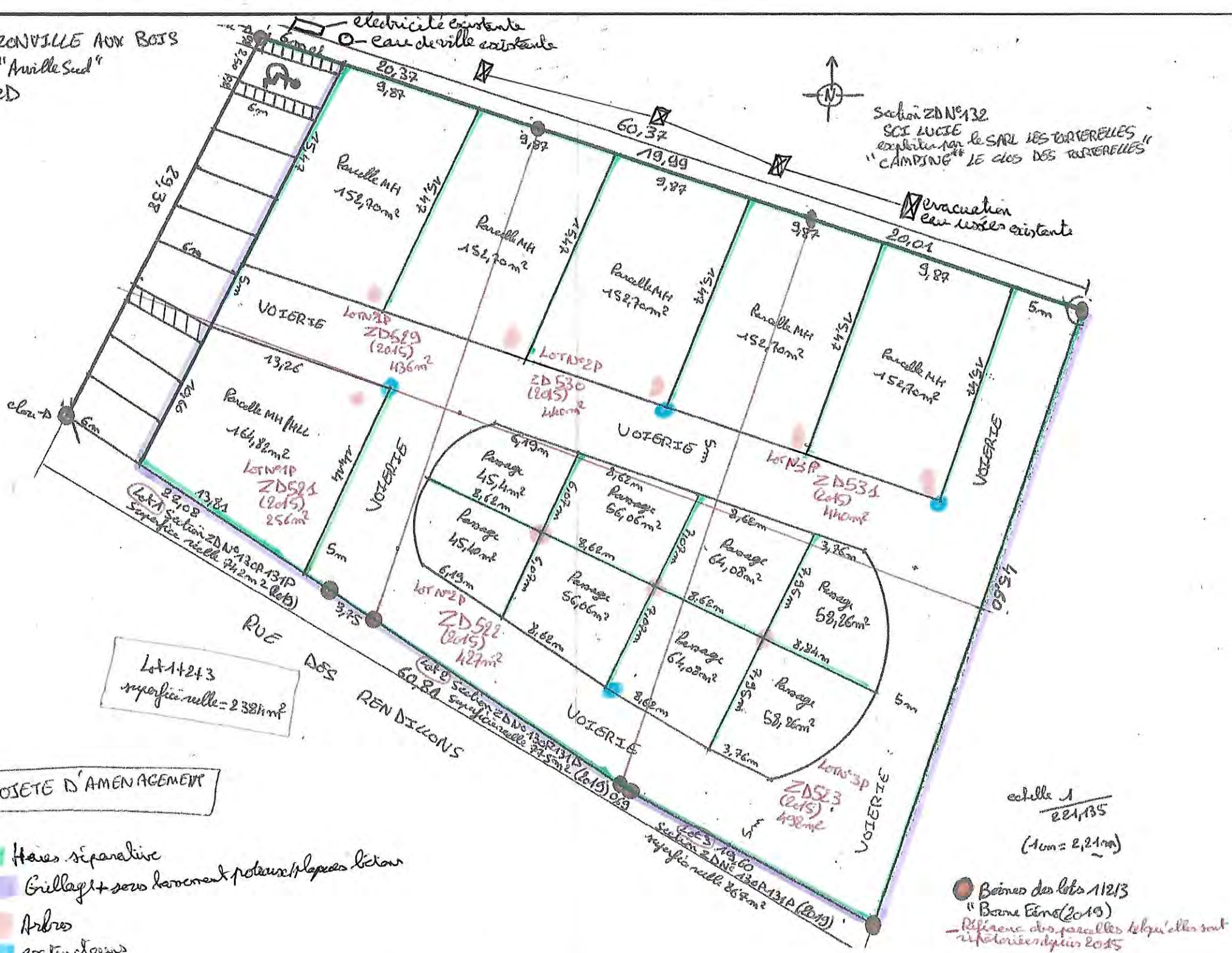


## CAMPING LE CLOS DES TOURTERELLES

DEPARTEMENT DU LOIRET  
COMMUNE DE BOUZONVILLE AUX BOIS  
PROPRIETE DE SCI LUCIE  
PLAN DE MASSE  
ECHELLE:1/500



45-BOURZENVILLE AUX BOIS  
Lieu-dit: "Auville Sud"  
Section 2D



PROJETE D'AMENAGEMENT

échelle 1  
221,35  
(1 cm = 2,21 m)

● Boines des lés 1/2/3  
"Boine Éné (2019)  
— Références des parcelles tel qu'elles sont  
répertoriées depuis 2015



DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

PA1 214

Département :  
LOIRET

Commune :  
BOUZONVILLE-AUX-BOIS

Section : ZD  
Feuille : 000 ZD 01

Échelle d'origine : 1/2000  
Échelle d'édition : 1/1500

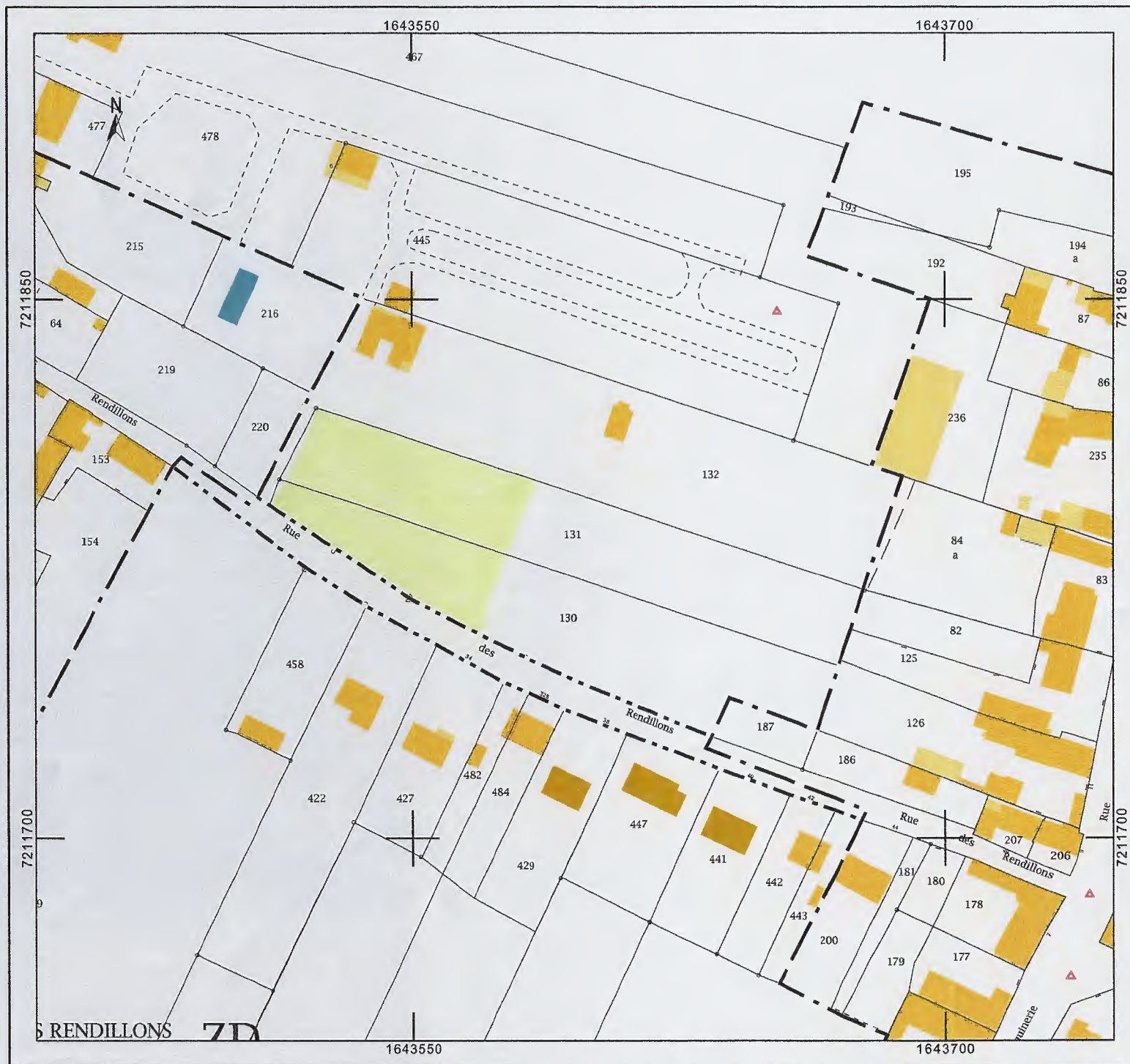
Date d'édition : 16/10/2020  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre  
des impôts foncier suivant :  
Pôle Topographique de Gestion Cadastre  
131 RUE DU FAUBOURG BANNIER CITE  
ADMINISTRATIVE COLIGNY 45042  
45042 ORLEANS CEDEX 1  
tél. 02-38-24-45-76 - fax 02-38-24-45-65  
ptgc.450.orleans@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr  
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics





Commune : 44047  
Bouzonville-aux-Bois

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL  
D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFIP)

Cachet du rédacteur du document :

PA1 314

Numéro d'ordre du document d'arpentage

Document vérifié et numéroté le 18/06/2015

A : Benoit SORRE

Par : Benoit SORRE

Section : ZD  
Feuille(s) : 01  
Qualité du plan : régulier <20/03/80

Echelle d'origine : 1/2000  
Echelle d'édition : 1/1000  
Date de l'édition : 14/05/2005

CERTIFICATION  
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé

le 22/07/2015 par M. GEOMEXPERT, géomètre à Rithiviers.

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463,

A. Rithiviers.

le 04/08/2015  
GEOMEXPERT Sas  
2 Bis rue Gabriel-Lelong  
45300 RITHIVIERS  
RC 633 646 609

Spouvois joint  
GEOMEXPERT Sas  
2 Bis rue Gabriel-Lelong  
45300 RITHIVIERS  
RC 633 646 609

Document dressé par

Mme LEPINCEL

à RITHIVIERS

Date 04/08/2015

Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'un piquetage (plan dressé par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463, au dos de la chemise 6463, au dos de la chemise 6463.

(2) Qualité des personnes agréées (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien inscrit du cadastre, etc.).

(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (propriétaire, avocat représentant, qualité de l'autorité compétente).

Place des Bessières - Rithiviers

Ordre des Géomètres-F. Paris  
N° inscription 2008B400062

P03165.0

N° inscription 2006B400062

Attention !  
Document sans échelle

DA NUMERIQUE

Annexé à la minute d'un  
acte reçu par M<sup>e</sup> MALON,  
Notaire à ARTENAY,  
soussigné le 30 JUL. 2020

422

427

482

484

447

441

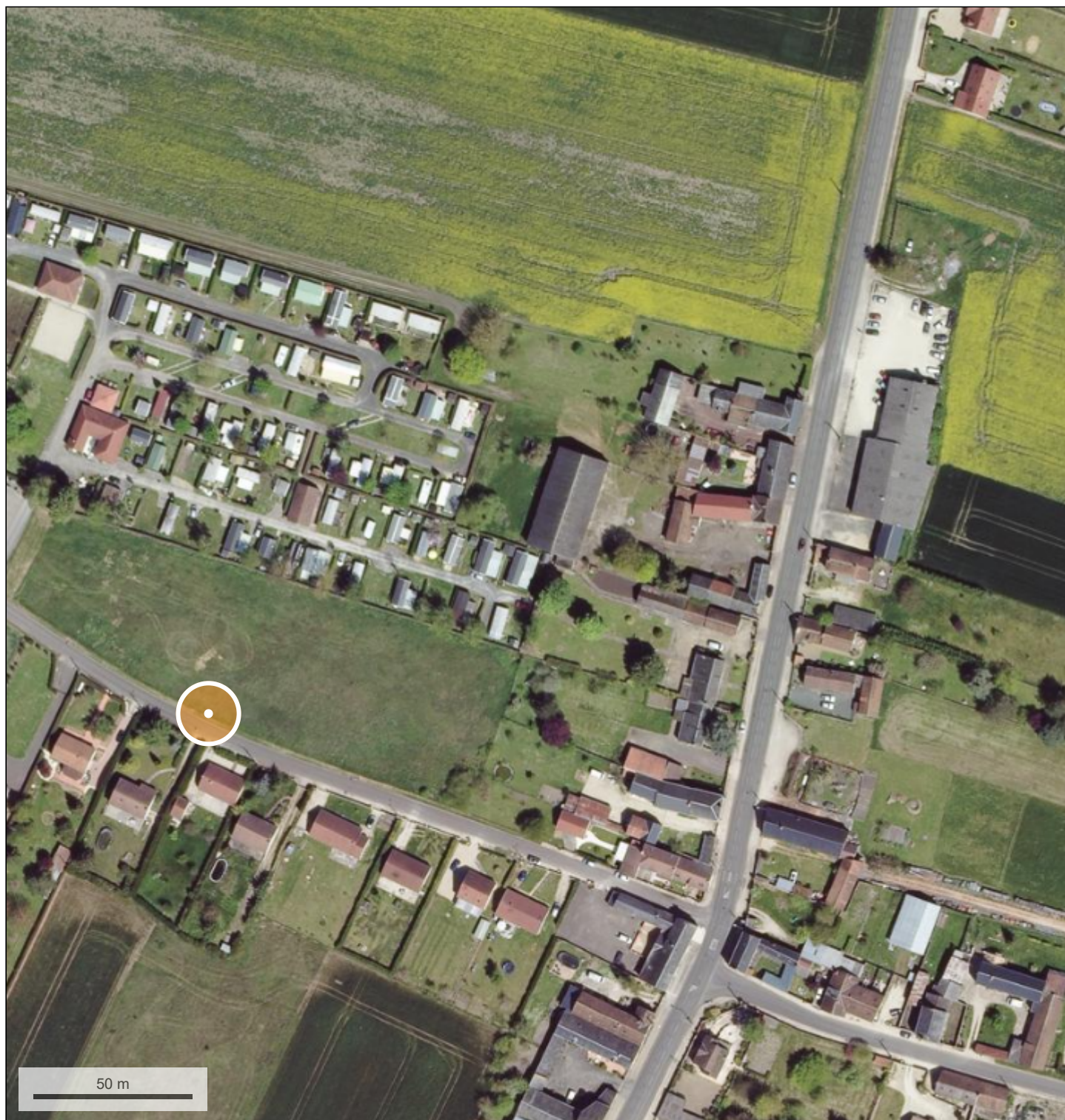
442

443













**MAIRIE DE BOUZONVILLE-AUX-BOIS**  
6 rue de la Jacquinerie  
45300 BOUZONVILLE-AUX-BOIS  
☎ 02 38 33 01 15  
E-mail : m.bouzonville-aux-bois@orange.fr

Réf : 21/AI/010

Envoyé en préfecture le 04/01/2021

Reçu en préfecture le 04/01/2021

Affiché le 05/01/2021  
ID : 045-214500472-20210104-CU\_13-AI

**CERTIFICAT D'URBANISME**

**DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE  
LA COMMUNE**

**CUB04504720N0013**

Demande déposée le : 27/10/2020		N° CUB04504720N0013
Demandée par :	SARL LES TOURTERELLES	Sur un terrain sis :  29 Rue des Rendillons - 45300 BOUZONVILLE-AUX-BOIS  ZD 521, ZD 522, ZD 523, ZD 529, ZD 530, ZD 531  (Sous réserve de l'exactitude de la déclaration du demandeur)
Représenté(e/s) par :	Jean-Joseph GUEDON	
Demeurant :	29 Rue des Rendillons 45300 BOUZONVILLE AUX BOIS	

**Le Maire de BOUZONVILLE-AUX-BOIS**

## OBJET DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME

### B) Certificat d'urbanisme opérationnel

Demande précisant la nature de l'opération envisagée ainsi que la localisation approximative et la destination des bâtiments projetés. En outre il est indiqué si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de cette opération ainsi que l'état des équipements publics existants ou prévus.  
(Art. L 410-1 du Code de l'urbanisme)

Nature de l'opération : extension du terrain de camping.

Utilisation du terrain pour l'opération projetée : se reporter au cadre 10

## CERTIFIE

### ARTICLE 1

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.

Conformément aux dispositions de l'article L.410-1 du Code de l'urbanisme, lorsqu'une demande d'autorisation ou une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la délivrance d'un certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à la date du certificat ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.410-10 du Code de l'urbanisme, le délai d'instruction est fixé à 2 mois à compter de la réception en mairie de la demande.

Conformément aux dispositions de l'article R.410-12 du Code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme applicables sont celles en vigueur au 27/12/2020.



**ARTICLE 2**  
**NATURE ET CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN**

Envoyé en préfecture le 04/01/2021

Reçu en préfecture le 04/01/2021

Affiché le 04/01/2021

ID : 045-214500472-20210104-CU\_13-AI



Les articles suivants du Code de l'urbanisme sont notamment applicables (articles d'ordre public) :

- Si la commune n'est pas couverte par un Plan Local d'Urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu, les articles L.111-1 et suivants et R.111-1 et suivants du Code de l'urbanisme s'appliquent.
- Si la commune est couverte par un Plan Local d'Urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu, les dispositions des articles L.111-22, R.111-3, R.111-5 à 19 et R.111-28 à 30 ne sont pas applicables conformément aux dispositions de l'article R.111-1 du Code de l'urbanisme.
- Si la commune est couverte par un Plan Local d'Urbanisme, un document d'urbanisme en tenant lieu ou une carte communale les dispositions des articles L.111-3 à 5 ne sont pas applicables.

**Carte Communale approuvée par Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2008 et par arrêté préfectoral en date du 12 septembre 2008, révisée par Délibération du Conseil Municipal en date du 27 février 2014 et par arrêté préfectoral en date du 21 mars 2014**

**Zone : urbanisable**

**ARTICLE 3**  
**NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN**

**PT2 : Servitudes relatives aux liaisons hertziennes**

**ARTICLE 4**  
**DROIT DE PREEMPTION ET BENEFICIAIRE DU DROIT**

**Néant**

Lorsque, lors de la délivrance du présent certificat, le droit de préemption n'est pas institué, il peut l'être ultérieurement et s'appliquer au terrain y compris dans le délai de validité de ce certificat d'urbanisme.

*(Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une Déclaration d'Intention d'Aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption cité ci-dessus. Elle comportera l'indication du prix et des conditions de la vente projetée.)*

**SANCTION : Nullité de la vente en cas d'absence de déclaration d'intention d'aliéner.**

**ARTICLE 5**  
**SURSIS A STATUER**

**Néant**

**ARTICLE 6**  
**AVIS OU ACCORD DES SERVICES DE L'ETAT**

**Néant**



**ARTICLE 7****REGIME DES TAXES PARTICIPATIONS D'URBANISME ET CONVENTIONNELLE**

*(Les taxes et contributions ne peuvent être examinées qu'à l'examen de l'instruction de demande d'autorisation. Les renseignements ci-dessous n'ont qu'un caractère indicatif, valable à la date de délivrance du présent certificat.)*

**TAXES**

*(Les contributions ci-dessous seront assises et liquidées après la délivrance d'un permis de construire, d'une autorisation d'aménager un terrain destiné à l'accueil d'habitations légères de loisir ou un terrain de camping et en cas de non opposition à une déclaration préalable)*

- La taxe d'aménagement – part communale (Délibération du Conseil Municipal en date du 4 novembre 2011) : Taux 3%
- La taxe d'aménagement – part départementale (Délibération du Conseil Général en date du 9 septembre 2011) : 2.5%
- La Redevance d'Archéologie Préventive : Taux : 0.40%

**PARTICIPATIONS**

*Participations à la réalisation d'équipements publics exigibles à l'occasion de la délivrance d'autorisations de construire ou d'utiliser le sol (article L.332-6 et suivants du Code de l'urbanisme)*

*Les contributions ci-dessous pourront être prescrites :*

- *Par un permis de construire, en cas de non opposition à une déclaration préalable, un permis d'aménager.*

**PARTICIPATIONS EXIGIBLES SANS PROCEDURE DE DELIBERATION PREALABLE :**

- Participations pour équipements publics exceptionnels (article L. 332.8)

**PARTICIPATIONS EXIGIBLES AVEC DELIBERATION PREALABLE :**

- Néant

**PARTICIPATION CONVENTIONNELLE :**

- Néant

**ARTICLE 8**  
**EQUIPEMENTS PUBLICS**
**Informations concernant la desserte et les raccordements aux réseaux :**

- **Desserte – voirie** : Desservi (communale)
- **Assainissement** : Non desservi (individuel – se rapprocher du Service Public pour l'Assainissement Non Collectif de la Communauté de Communes du Pithiverais)
- **Eaux pluviales** : Desservi
- **Eau potable** : Desservi (Gestionnaire : SIAEP de Bouilly-Bouzonville)
- **Electricité** : Desservi (Gestionnaire : SICAP)

**ARTICLE 9**  
**DISPOSITIONS ET INFORMATIONS DIVERSES**

*En application de l'article L.125-5 du Code de l'environnement et de l'arrêté préfectoral n°15-33 du 25 février 2015, il convient d'informer les acquéreurs et les locataires de biens immobiliers de l'état des risques naturels, miniers et technologiques dans le cadre d'un contrat de vente et de location.*



### **Saturnisme :**

Le terrain est situé dans une zone à risques d'exposition au plomb (arrêté préfectoral de l'arrêté du 6 octobre 2003)

### **Risque sismique :**

- Le département du Loiret est situé en zone 1 de sismicité très faible (décrets du 22 octobre 2010 – n°2010-1254 et 1255).

### **Risques naturels, miniers et technologiques :**

- La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Naturels
- La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Miniers
- La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

### **Informations sur les sols :**

- BASIAS : 5 sites sur la commune (le terrain n'est pas concerné)
- SIS : Néant
- BASOL : Néant

### **Termites :**

- Le département ne fait pas l'objet d'un arrêté préfectoral.

### **Mérules :**

- Le département n'a pris aucun arrêté portant délimitation des zones contaminées par les mérules.

### **Retrait / gonflement des argiles :**

Au titre de la cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles, la parcelle est située dans une zone **d'aléa moyen**. Dans le cadre d'un projet de construction nouvelle, il est recommandé au propriétaire de prendre toutes les dispositions nécessaires (site internet dédié : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/retrait-gonflement-des-argiles>).

### **Risques liés aux mouvements de terrain :**

1 cavité souterraine est relevée sur la commune (<https://www.georisques.gouv.fr/risques/cavites-souterraines>).  
Le terrain n'est pas situé à proximité d'une cavité souterraine.

### **Catastrophes naturelles :**

La commune a fait l'objet d'arrêtés ministériels portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle :

- le 29 décembre 1999 pour les inondations, coulées de boue et mouvements de terrain survenus du 25 au 29 décembre 1999,
- le 8 juin 2016 pour les inondations et coulées de boues survenues du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

### **Péril / insalubrité :**

Néant

### **Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) :**

Néant

### **Périmètre de Rénovation urbaine ou de restauration immobilière :**

Néant

### **Zone d'environnement protégé (ZNIEFF, Natura 2000, réserve naturelle, arrêté biotope) :**

ZNIEFF type I : Néant

ZNIEFF type II : Néant

Natura 2000 « Oiseaux » : Néant

Natura 2000 « Habitats » : Néant

Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) : Néant

### **Zone archéologique ou à proximité d'un site archéologique :**

Néant

### **Proximité d'une route faisant l'objet d'un classement au titre des nuisances sonores :**

La commune est concernée par la A19 – Catégorie 3 et RD921 – Catégories 3 et 4 (largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure : d : 100 m (A19 et RD921 – Catégorie 3) et d : 30 m (RD921 – Catégorie 4)).

Le terrain n'est pas concerné / Le terrain est concerné (RD 921 – Catégories 3 ou 4 / A19 – Catégorie 3)

En application de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2017 relatif au classement sonore des infrastructures, des prescriptions constructives particulières relevant du Code de la construction et de l'habitation s'appliquent.



**Route à grande circulation :**  
Néant

**Alignement :**  
L'alignement à suivre est celui des limites de propriété.

**Autres taxes et participations financières :**  
Néant

**Autres observations :**  
Néant

Envoyé en préfecture le 04/01/2021

Reçu en préfecture le 04/01/2021

Affiché le

ID : 045-214500472-20210104-CU\_13-AI



## ARTICLE 10 REPONSE A LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME

Le terrain **peut être utilisé** pour la réalisation de l'opération projetée, précisée dans la demande de certificat d'urbanisme (article L 410.1.2<sup>ème</sup> alinéa) sous réserve du respect des règles d'urbanisme applicables à ce terrain.

Le demandeur devra se conformer aux prescriptions suivantes conformément aux dispositions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret arrêté par Monsieur le Préfet de la Région Centre Val de Loire, Préfet du Loiret en date du 20 Décembre 2016 :

- Les voies permettant l'accès et la mise en œuvre des véhicules de sauvetage et de lutte contre l'incendie devront répondre aux caractéristiques fixées au titre I, chapitre II, article 4 de l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation (voies engins).

- Toutefois, une voie d'accès à ces bâtiments d'habitation pourra satisfaire aux conditions d'accessibilité si sa largeur est au moins égale à 1,80 m et, si sa longueur depuis la voie engins est inférieure à 100 mètres.

- Les moyens de secours extérieurs, déjà existants dans le secteur, sont suffisants pour assurer la défense contre l'incendie du projet.

La construction devra être raccordée aux réseaux existants en souterrain.

Le demandeur devra se conformer aux prescriptions émises par la SICAP dans son avis en date du 29 octobre 2020, ci-joint :

- Le projet ne nécessite aucun raccordement au réseau public de distribution d'électricité.

En l'absence de réseau d'assainissement collectif, le pétitionnaire devra réaliser un système d'épuration individuel sous réserve d'une étude de sol et de conception (se rapprocher du SPANC).

### FORMALITES ADMINISTRATIVES PREALABLES A L'OPERATION

Préalablement à l'édification de construction ou à la réalisation de l'opération projetée, les formalités ci-après devront être accomplies :

- Demande de permis de construire, Déclaration préalable, Permis de démolir

Préalablement à la division, conformément à l'article R 421-19 du Code de l'urbanisme, les formalités ci après devront être accomplies :

- Demande de permis d'aménager, Déclaration préalable

BOUZONVILLE-AUX-BOIS  
Le, 4 janvier 2021

  
Le Maire  
PERON Francis



Envoyé en préfecture le 04/01/2021

Reçu en préfecture le 04/01/2021

Affiché le

ID : 045-214500472-20210104-CU\_13-AI

Copie du certificat est adressée au propriétaire du terrain lorsque la demande est déposée par le mandataire.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions définies aux articles L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales le : 04/01/2021

## LIRE ATTENTIVEMENT LES INFORMATIONS DE LA PAGE SUIVANTE

### DUREE DE VALIDITE (Article L 410.1 du Code de l'urbanisme)

Si la demande formulée en vue de réaliser l'opération projetée sur le terrain, notamment la demande de permis de construire, est déposée dans un délai de 18 mois à compter de la délivrance d'un certificat d'urbanisme et respecte les dispositions d'urbanisme mentionnées par ledit certificat, celles-ci ne peuvent être remises en causes. Il en est de même du régime des taxes et participations d'urbanisme.

Passé le délai de validité, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat n'est assurée. Il appartient au demandeur de s'assurer, préalablement à l'acquisition d'une construction, qu'aucune décision de justice n'a ordonné la démolition de cette construction (Greffier du Tribunal de Grande Instance, notaire...)

### PROLONGATION DE VALIDITE (Article R 410.17 du Code de l'urbanisme)

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, par une période d'une année, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

La demande de prorogation, formulée en double exemplaire par lettre accompagnée du certificat à proroger doit être soit :

- adressée au maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal
- déposée contre décharge à la mairie

### RECOURS OBLIGATOIRE A UN ARCHITECTE (Article L.431-2 et R.431-2 du Code de l'urbanisme)

L'établissement du projet architectural par un architecte est obligatoire pour tous les travaux soumis à permis de construire. Toutefois, ne sont pas tenues de recourir à un architecte, les personnes physiques qui déclarent vouloir édifier ou modifier, pour elles-mêmes, une construction dont la surface de plancher n'excède pas 150 m<sup>2</sup>.

*(Pour les constructions à usage agricole, ce plafond est porté à 800 m<sup>2</sup> de surface de plancher, et pour les serres de production dont le pied-droit est à une hauteur inférieure à 4 mètres, il est de 2.000 m<sup>2</sup> de surface de plancher).*

### DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse *(l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite)*.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

### RENSEIGNEMENTS

Pour toute demande de renseignement complémentaire, s'adresser à :

Mairie de BOUZONVILLE-AUX-BOIS  
6 Rue de la Jacquinerie  
45300 BOUZONVILLE-AUX-BOIS





# Demande de

## ☒ Permis d'aménager

comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions

## ☐ Permis de construire

comprenant ou non des démolitions



N° 13409\*07

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

### Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- Vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs,...).
- Vous réalisez une nouvelle construction.
- Vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- Votre projet comprend des démolitions.
- Votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

### Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PC ou PA      Dpt      Commune      Année      N° de dossier

### La présente demande a été reçue à la mairie

le      Cachet de la mairie et signature du receveur

### Dossier transmis :

- ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
- ☐ au Directeur du Parc National
- ☐ au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- ☐ au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial

## 1 - Identité du demandeur

Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir du 2<sup>ème</sup>, doit remplir la fiche complémentaire «Autres demandeurs». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

### Vous êtes un particulier

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :      Prénom :     

### Date et lieu de naissance

Date :      Commune :     

Département :      Pays :     

### Vous êtes une personne morale

Dénomination : SARL LES TOURTERELLES Raison sociale : SARL LES TOURTERELLES

N° SIRET : 4 2 2 3 5 0 7 8 5 0 0 0 1 6 Type de société (SA, SCI,...) : SARL

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☒

Nom : GUEDON Prénom : JEAN JOSEPH

## 2 - Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 29 Voie : RUE DES RENDILLONS

Lieu-dit :      Localité : BOUZONVILLE AUX BOIS

Code postal : 4 5 3 0 0 BP :      Cedex :     

Téléphone : 0 6 7 9 4 8 3 6 1 8 indiquez l'indicatif pour le pays étranger :     

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :      Division territoriale :     

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées : Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom :      Prénom :     

OU raison sociale :

Adresse : Numéro :      Voie :     

Lieu-dit :      Localité :     

Code postal :      BP :      Cedex :     

Si cette personne habite à l'étranger : Pays :      Division territoriale :     

Téléphone :      indiquez l'indicatif pour le pays étranger :     

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : leclodestourterelles@orange.fr

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.



### 3 - Le terrain

#### 3.1 - Localisation du (ou des) terrain(s)

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

##### Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : RUE DES RENDILLONS

Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : BOUZONVILLE AUX BOIS

Code postal : 4 5 3 0 0 BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

**Références cadastrales<sup>1</sup>** : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 9)

Préfixe : 0 0 0 Section : Z D Numéro : 5 2 1

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 2384

#### 3.2 - Situation juridique du terrain (ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables)

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain

Partenarial (P.U.P.) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N.) ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

Certificat d'urbanisme opérationnel 045-214500472-20210104-CU\_13-AI accordé le 04/01/2021 ci-après annexé

### 4 - À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

Si votre projet ne comporte pas d'aménagements, reportez-vous directement au cadre 5 (projet de construction).

#### 4.1 - Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés (cochez la ou les cases correspondantes)

##### Quel que soit le secteur de la commune

- ☐ Lotissement
- ☐ Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre
- ☐ Terrain de camping
- ☐ Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances
- ☐ Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés
- ☐ Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports
- ☐ Aménagement d'un golf
- ☒ Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs
  - Contenance (nombre d'unités) : 14
- ☐ Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :
  - Superficie (en m<sup>2</sup>) : \_\_\_\_\_
  - Profondeur (pour les affouillements) : \_\_\_\_\_
  - Hauteur (pour les exhaussements) : \_\_\_\_\_
- ☐ Aménagement d'un terrain pour au moins 2 résidences démontables, créant une surface de plancher totale supérieure à 40 m<sup>2</sup>, constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs
- ☐ Aménagement d'une aire d'accueil ou d'un terrain familial des gens du voyage recevant plus de deux résidences mobiles

##### Dans les secteurs protégés

Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un document d'urbanisme comme devant être protégé<sup>1</sup> :

- ☐ Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux
- ☐ Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine ou lacustres, conchylicoles, pastorales et forestières

Aménagement situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques<sup>1</sup> :

- ☐ Création d'une voie
- ☐ Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante
- ☐ Création d'un espace public

Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle<sup>1</sup> :

- ☐ Création d'un espace public

<sup>1</sup> En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie



Courte description de votre projet ou de vos travaux :

L'aménagement des 6 parcelles sera utilisé comme extension du camping existant dans le but de la création de 14 emplacements de stationnement réparties comme ceux-ci: 6 parcelles de 152,70m<sup>2</sup> à 164,84m<sup>2</sup> destinées aux résidences mobiles de loisirs de 40m<sup>2</sup> maximum dont celle de 164,82m<sup>2</sup> pouvant être affecté à un HLL ainsi que 8 parcelles de 58,26m<sup>2</sup> à 64,08m<sup>2</sup> destinées aux campeurs de passages en tentes, caravanes ou camping-cars.

Les raccordements des réseaux en électricité, en eau potable et en eau usées se fera sur ceux du camping existants.

Son exploitation comme extension du camping existant se fera qu'en surface sans aucune fondation et construction de bâtiments.

La description de l'aménagement se trouve dans le document 'PA2 notice descriptive' ci-après annexé.

Le nombres d'emplacement du camping actuel de 76 passera avec cette extension au nombre de 90 emplacements.

Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m<sup>2</sup>) : 2384

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre et leur contenu :

#### 4.2 - À remplir pour une demande concernant un lotissement

Nombre maximum de lots projetés :

Surface de plancher maximale envisagée (en m<sup>2</sup>) :

Comment la constructibilité globale sera-t-elle répartie ?

- ☐ Par application du coefficient d'occupation du sol (COS) à chaque lot  
☐ Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande  
☐ La constructibilité sera déterminée à la vente (ou à la location) de chaque lot. Dans ce cas, le lotisseur devra fournir un certificat aux constructeurs.

Le projet fait-il l'objet d'une demande de travaux de finition différés ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, quelle garantie sera utilisée ?

Consignation en compte bloqué ☐ ou Garantie financière d'achèvement des travaux ☐

Le projet fait-il l'objet d'une demande de vente ou location de lots par anticipation ?

Oui ☐ Non ☐

#### 4.3 - À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergement touristique

Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs : 13

Nombre maximal de personnes accueillies : 70

Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)

Nombre d'emplacements réservés aux HLL : 1

Surface de plancher prévue, réservée aux HLL (m<sup>2</sup>) : 40

Lorsque le terrain est destiné à une exploitation saisonnière, veuillez préciser la (ou les) période(s) d'exploitation :

Agrandissement ou réaménagement d'une structure existante ?

Oui ☒ Non ☐

Si oui, joindre un plan indiquant l'état actuel et les aménagements



**5 - À remplir pour une demande comprenant un projet de construction****5.1 - Architecte**

Vous avez eu recours à un architecte : Oui ☐ Non ☒

Si oui, vous devez lui faire compléter les rubriques ci-dessous et lui faire apposer son cachet

Nom de l'architecte :

Prénom :

Numéro : Voie :

Lieu-dit : Localité :

Code postal : BP : Cedex :

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre :

Conseil Régional de :

Téléphone : ou Télécopie : ou

Adresse électronique :

En application de l'article R. 431-2 du code de l'urbanisme, j'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code.

Signature de l'architecte :

Cachet de l'architecte :

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte (ou un agréé en architecture), veuillez cocher la case ci-dessous<sup>2</sup> :

☒ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

**5.2 - Nature du projet envisagé**

☐ Nouvelle construction

☐ Travaux sur construction existante

☐ Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé), indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet :

<sup>2</sup> Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m<sup>2</sup> ;
- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m<sup>2</sup>.



### 5.3 - Informations complémentaires

- Nombre total de logements créés :  dont individuels :  dont collectifs :
- Répartition du nombre total de logement créés par type de financement :  
Logement Locatif Social  Accession Sociale (hors prêt à taux zéro)  Prêt à taux zéro
- ☐ Autres financements :
- Mode d'utilisation principale des logements :  
Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location ☐
- S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser : Résidence principale ☐ Résidence secondaire ☐
- Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser : Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin ☐
- ☐ Autres annexes à l'habitation :
- Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :  
Résidence pour personnes âgées ☐ Résidence pour étudiants ☐ Résidence de tourisme ☐
- Résidence hôtelière à vocation sociale ☐ Résidence sociale ☐ Résidence pour personnes handicapées ☐
- ☐ Autres, précisez :
- Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :
- Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :  
1 pièce  2 pièces  3 pièces  4 pièces  5 pièces  6 pièces et plus
- Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol  et au-dessous du sol
- Indiquez si vos travaux comprennent notamment :  
Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires ☐
- Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :  
Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale ☐  
Ouvrage spécial ☐ Santé ☐ Culture et loisir ☐

### 5.4 - Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

### 5.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).

surfaces de plancher<sup>3</sup> en m<sup>2</sup>

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée <sup>4</sup> (B)	Surface créée par changement de destination <sup>5</sup> (C)	Surface supprimée <sup>6</sup> (D)	Surface supprimée par changement de destination <sup>5</sup> (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation						
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat <sup>7</sup>						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m <sup>2</sup> )						

3 Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

4 Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

5 Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

6 Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

7 L'activité d'artisan est définie par la loi n°96 603 du 5 juillet 1996 dans ses articles 19 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 98-247 du 2 avril 1998 ».



**5.6 - Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5).**

Surface de plancher<sup>3</sup> en m<sup>2</sup>

Destinations <sup>4</sup>	Sous-destinations <sup>5</sup>	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée <sup>6</sup> (B)	Surface créée par changement de destination <sup>7</sup> ou de sous-destination <sup>8</sup> (C)	Surface supprimée <sup>9</sup> (D)	Surface supprimée par changement de destination <sup>7</sup> ou de sous-destination <sup>8</sup> (E)	Surface totale = (A)+(B)+(C)-(D)-(E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Hébergement hôtelier et touristique						
	Cinéma						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
<b>Surfaces totales (en m<sup>2</sup>)</b>							

3 - Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

4 - Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme

5 - Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme

6 - Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre)

7 - Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation

8 - Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles

9 - Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).



**5.7 - Stationnement**

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet :     0    Après réalisation du projet :     114    

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse(s) des aires de stationnement : \_\_\_\_\_

Nombre de places : \_\_\_\_\_

Surface totale affectée au stationnement :     1376 m<sup>2</sup>    , dont surface bâtie :     0 m<sup>2</sup>    

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m<sup>2</sup>) : \_\_\_\_\_**6 - À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions**

Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits : \_\_\_\_\_

- ☐ Démolition totale
- ☐ Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Nombre de logement démolis :     0    **7 - Participation pour voirie et réseaux**

Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur

Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

OU raison sociale : \_\_\_\_\_

Adresse : Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_

Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Code postal :     01000     BP :     0     Cedex :     0    

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_



## 8- Informations pour l'application d'une législation connexe

### Indiquez si votre projet :

- ☐ porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA)
- ☐ porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement
- ☐ fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)
- ☐ porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement
- ☐ déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent au titre de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation
- ☐ relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne)

### Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

(informations complémentaires)

- ☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable
- ☐ se situe dans les abords d'un monument historique

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.<sup>8</sup>

Je soussigné(e), auteur de la demande, certifie exacts les renseignements fournis.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code et de l'obligation de respecter ces règles.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette demande serviront au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.

À BOUZONVILLE AUX BOIS

Le : 25/01/2021

  
**SARL LES TOURTERELLES**  
 Camping\*\* Le Clos des Tourterelles  
 29 RUE DES RENDILLONS  
 45300 BOUZONVILLE AUX BOIS  
 Tél: 02.38.33.01.00 / 06.79.48.36.18  
 SARL au capital de 7 622,65 Euros  
 R.C.S Orléans 422.350.785.00016 / APE 5530Z  
 N° TVA Intracommunautaire FR52422350785  
 Signature du (des) demandeur(s)

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

### Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;
- deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Pour permettre l'utilisation des informations nominatives comprises dans ce formulaire à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

<sup>8</sup> Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.



**Pour un permis d'aménager un lotissement :**

En application de l'article L.441-4 du code de l'urbanisme, je certifie avoir fait appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Signature du demandeur :

Signature(s) et cachet(s) de la ou des personnes sollicitées :

Si la surface du terrain à aménager est supérieure à 2 500 m<sup>2</sup>, je certifie qu'un architecte au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, ou qu'un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, a participé à l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Signature du demandeur :

Signature(s) et cachet(s) de la ou des personnes sollicitées :

**Information à remplir par le professionnel sollicité:**Vous êtes un : ☐ architecte ☐ paysagiste-concepteur

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_

Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Adresse électronique : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

**Pour les architectes uniquement :**

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre : \_\_\_\_\_

Conseil régional de : \_\_\_\_\_



## Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : 000 Section : ZD Numéro : 0521

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 256

Préfixe : 000 Section : ZD Numéro : 0522

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 335

Préfixe : 000 Section : ZD Numéro : 0523

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 427

Préfixe : 000 Section : ZD Numéro : 0529

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 486

Préfixe : 000 Section : ZD Numéro : 0530

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 440

Préfixe : 000 Section : ZD Numéro : 0531

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 440

Préfixe : 000 Section :  Numéro : 0132

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 5506

Préfixe : 000 Section :  Numéro : 0445

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 5882

Préfixe : 000 Section :  Numéro : 0478

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 6384

Préfixe : 000 Section : AB Numéro : 0216

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 1162

Préfixe : 000 Section : AB Numéro : 0220

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 477

Préfixe :  Section :  Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :  Section :  Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :  Section :  Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :  Section :  Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :  Section :  Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :  Section :  Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :  Section :  Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :  Section :  Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Préfixe :  Section :  Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) :

Superficie totale du terrain (en m<sup>2</sup>) : 21795 (composée des 2384 de la demande et des 19411 de l'existant)





# Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis d'aménager

**Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre déclaration  
et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe**

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'Etat chargé de l'urbanisme.

**Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.**

Vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées ci-dessous [art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national,...)<sup>1</sup>.

Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PA1, PA4, PA17 et PA19, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [art A. 431-9 et A. 441-9 du code de l'urbanisme].

## 1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> PA1. <b>Un plan de situation</b> du terrain [Art. R. 441-2 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PA2. <b>Une notice</b> décrivant le terrain et le projet d'aménagement prévu [Art. R. 441-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PA3. <b>Un plan</b> de l'état actuel du terrain à aménager et de ses abords [Art. R. 441-4 1° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PA4. <b>Un plan</b> de composition d'ensemble du projet coté dans les trois dimensions [Art. R. 441-4 2° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires

## 2) Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<b>Si votre projet fait l'objet d'une concertation :</b>	
<input type="checkbox"/> PA4-1. <b>Le bilan</b> de la concertation [Art. L 300-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur un lotissement :</b>	
<input type="checkbox"/> PA5. <b>Deux vues et coupes</b> faisant apparaître la situation du projet dans le profil du terrain naturel [Art. R. 442-5 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA6. <b>Une photographie</b> permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 442-5 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA7. <b>Une photographie</b> permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 442-5 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA8. <b>Le programme et les plans des travaux</b> d'aménagement [Art. R. 442-5 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA9. <b>Un document graphique</b> faisant apparaître une ou plusieurs hypothèses d'implantation des bâtiments [Art. R. 442-5 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA10. <b>Un projet de règlement</b> s'il est envisagé d'apporter des compléments aux règles d'urbanisme en vigueur [Art. R. 442-6 a) du code de l'urbanisme] <b>Le pourcentage consacré aux logements sociaux</b> en cas de réalisation d'un programme de logement, si vous êtes dans un secteur délimité par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels une partie doit être affectée à des logements sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme].	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA11. Si nécessaire, <b>l'attestation de la garantie d'achèvement</b> des travaux exigée par l'article R. 442-14 du code de l'urbanisme [Art. R. 442-6 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

<sup>1</sup> Se renseigner auprès de la mairie



<input type="checkbox"/> PA12. <b>L'engagement du lotisseur</b> de constituer une association syndicale des acquéreurs de lots [Art. R. 442-7 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols :</b>	
<input type="checkbox"/> PA12-1. <b>Une attestation</b> établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant la réalisation d'une étude de sols et sa prise en compte dans la conception du projet de lotissement. [Art. R. 442-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur la subdivision d'un lot provenant d'un lotissement soumis à permis d'aménager, dans la limite du nombre maximum de lots autorisés :</b>	
<input type="checkbox"/> PA12-2. <b>L'attestation</b> de l'accord du lotisseur [Art. R. 442-21 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur l'aménagement d'un terrain de camping ou d'un terrain aménagé pour l'hébergement touristique</b>	
<input type="checkbox"/> PA13. <b>Un engagement</b> d'exploiter le terrain selon le mode de gestion que vous avez indiqué dans votre demande [Art. R. 443-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact ou une notice d'impact :</b>	
<input type="checkbox"/> PA14. <b>L'étude d'impact</b> ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 441-5 1° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA14-1. <b>L'étude d'impact</b> actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 441-5 2° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet est susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 :</b>	
<input type="checkbox"/> PA15-1. <b>Le dossier d'évaluation des incidences</b> prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 441-6 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif :</b>	
<input type="checkbox"/> PA15-2. <b>L'attestation de conformité</b> du projet d'installation [Art. R. 441-6 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet porte sur l'aménagement d'un terrain en vue de l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs :</b>	
<input type="checkbox"/> PA 15-3. <b>L'attestation</b> assurant le respect des règles d'hygiène, de sécurité, de satisfaction des besoins en eau, assainissement et électricité [Art. R. 441-6-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet nécessite une autorisation de défrichement :</b>	
<input type="checkbox"/> PA16. <b>Copie de la lettre du préfet</b> qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 441-7 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet se situe dans un coeur de parc national :</b>	
<input type="checkbox"/> PA16-1. <b>Le dossier</b> prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 441-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L.512-6-1, L.512-7-6 et L.512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé :</b>	
<input type="checkbox"/> PA16-2. <b>Une attestation</b> établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prises en compte dans la conception du projet. [Art. R.441-8-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :</b>	
<input type="checkbox"/> PA17. <b>L'extrait de la convention</b> précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<b>Si votre projet déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent :</b>	
<input type="checkbox"/> PA17-1. <b>L'attestation</b> montrant le caractère équivalent des résultats obtenus par les moyens mis en œuvre, ainsi que leur caractère innovant [Art. 5 de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation]	1 exemplaire par dossier



## 3) Pièces à joindre si votre projet comporte des constructions :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> PA18. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PA19. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA20. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Art. R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires

Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :

<input type="checkbox"/> PA21. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :

<input type="checkbox"/> PA22. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :

<input type="checkbox"/> PA23. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA23-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet est susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 :

<input type="checkbox"/> PA23-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif

<input type="checkbox"/> PA23-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :

<input type="checkbox"/> PA24. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :

<input type="checkbox"/> PA25. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet nécessite un agrément :

<input type="checkbox"/> PA26. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :

<input type="checkbox"/> PA27. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique

<input type="checkbox"/> PA28. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique :

<input type="checkbox"/> PA28-1. Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique prévu par l'art. R. 111-20-1 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet fait l'objet d'une concertation :

<input type="checkbox"/> PA28-2. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé.

<input type="checkbox"/> PA28-3. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------



Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols.

<input type="checkbox"/> PA28-4. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151.41 4°) du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :

<input type="checkbox"/> PA29. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme]

<input type="checkbox"/> PA29-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou une majoration du volume constructible en cas de PLU, justifié par la construction de logements sociaux :

<input type="checkbox"/> PA30. La délimitation de cette partie des constructions [Art. R. 431-17 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA31. La mention de la surface de plancher correspondante [Art. R. 431-17 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA32. L'estimation sommaire du coût foncier qui lui sera imputé [Art. R. 431-17 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA33. Dans les communes de la métropole, l'engagement du demandeur de conclure la convention prévue au 3° de l'article L.351-2 du code de la construction et de l'habitation. [Art. R. 431-17 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou des règles de gabarit en cas de PLU, en justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :

<input type="checkbox"/> PA34. Un document prévu par l'article R. 111-21 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA35. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet nécessite un défrichement :

<input type="checkbox"/> PA36. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :

<input type="checkbox"/> PA37. Une justification du dépôt de la demande d'enregistrement ou de déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet nécessite un permis de démolir :

<input type="checkbox"/> PA38. Une justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> OU, si la demande de PC vaut demande de permis de démolir :	
<input type="checkbox"/> PA39. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'Annexe ci-jointe [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	



**Si votre projet se situe dans un lotissement :**

<input type="checkbox"/> PA40. <b>Le certificat</b> indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1er al du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA41. <b>Le certificat</b> attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22 -1 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA41-1. <b>L'attestation de l'accord</b> du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22 -1b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

**Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :**

<input type="checkbox"/> PA42. <b>Une copie des dispositions du cahier des charges</b> de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m <sup>2</sup> constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA43. <b>La convention</b> entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

**Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :**

<input type="checkbox"/> PA44. <b>Le plan de division</b> du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PA45. <b>Le projet</b> de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

**Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :**

<input type="checkbox"/> PA46. <b>Le plan de situation</b> du terrain sur lequel seront réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PA47. <b>La promesse synallagmatique</b> de concession ou acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

**Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m<sup>2</sup> dans une commune de moins de 20 000 habitants :**

<input type="checkbox"/> PA48. <b>Une notice</b> précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

**Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :**

<input type="checkbox"/> PA49. <b>La copie de la lettre du préfet</b> attestant que le dossier de demande est complet [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

**Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :**

<input type="checkbox"/> PA50. <b>Le récépissé de dépôt en préfecture</b> de la demande d'autorisation prévue à l'article L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires.
--	----------------

**Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :**

<input type="checkbox"/> PA51. <b>Le dossier spécifique</b> permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu aux articles R. 111-19-17 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
<input type="checkbox"/> PA52. <b>Le dossier spécifique</b> permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 111-19-17 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique

**Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :**

<input type="checkbox"/> PA52-1. <b>Une note</b> précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

**Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :**

<input type="checkbox"/> PA53. <b>Une copie du contrat</b> ou de la décision judiciaire relatifs à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

**Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :**

<input type="checkbox"/> PA54. <b>Une copie du contrat</b> ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du coefficient d'occupation des sols [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

**Si votre projet est soumis à la redevance bureaux :**

<input type="checkbox"/> PA58. <b>Le formulaire</b> de déclaration de la redevance bureaux [Art. A. 520-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------





# ANNEXE

## Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

*Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande  
et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe*

### 1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> A1. <b>Un plan de masse</b> des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A2. <b>Une photographie</b> du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

### 2) Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
-------	--------------------------------

#### Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :

<input type="checkbox"/> A3. <b>Une notice</b> expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. <b>Des photographies</b> des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

#### Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :

<input type="checkbox"/> A5. <b>Une notice</b> expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A6. <b>Des photographies</b> des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A7. <b>Le descriptif</b> des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

#### Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :

<input type="checkbox"/> A8. <b>Le descriptif</b> des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------





# Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions pour les demandes de permis de construire et permis d'aménager

## Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres ci-dessous et n'oubliez pas de joindre le cas échéant les documents complémentaires figurant au cadre 4. Cela peut vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables. Conservez soigneusement les justificatifs afférents à vos déclarations. Ils pourront vous être demandés ultérieurement.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PC ou PA    Dpt    Commune    Année    N° de dossier

### 1 - Renseignements concernant les constructions ou les aménagements

#### 1.1 - Les lignes ci-dessous doivent être **obligatoirement renseignées**, quelle que soit la nature de la construction

Surface taxable (1) totale créée de la ou des construction(s), hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2bis) : .....m<sup>2</sup>

Surface taxable créée des locaux clos et couverts (2 bis) à usage de stationnement : .....m<sup>2</sup>

Surface taxable démolie de la (ou des) construction(s) : .....m<sup>2</sup>

#### 1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables (1)

##### 1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation

Dont :		Nombre de logements créés	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé (3)			
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS (4)			
	Bénéficiant d'un prêt à taux zéro (PTZ) (5)			
	Bénéficiant d'autres prêts aidés (PLUS, LES, PSLA, PLS, LLS) (6)			
Locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes (2)				
Locaux à usage d'hébergement (7) et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé			
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS			
	Bénéficiant d'autres prêts aidés			
Nombre total de logements créés				

##### 1.2.2 - Extension (8) de l'habitation principale, création d'un bâtiment annexe à cette habitation ou d'un garage clos et couvert.

Pour la réalisation de ces travaux, bénéficiez-vous d'un prêt aidé (4)(5)(6) ?

Oui ☐ Non ☐ Si oui, lequel ?

Quelle est la surface taxable (1) existante ? .....m<sup>2</sup>

Quel est le nombre de logements existants ?.....

Quelle est la surface taxable démolie ?.....m<sup>2</sup>

##### 1.2.3 - Création ou extension de locaux non destinés à l'habitation

	Nombre créé	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Nombre de commerces de détail dont la surface de vente est inférieure à 400 m <sup>2</sup> (9)			
Total des surfaces créées, y compris les surfaces annexes			
Locaux industriels et artisanaux ainsi que leurs annexes			
Maisons de santé mentionnées à l'article L. 6323-3 du code de la santé publique			
Entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale et non ouverts au public (10)			



Dans les exploitations et coopératives agricoles : Surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, héberger les animaux, ranger et entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation (11)		
Dans les centres équestres : Surfaces de plancher affectées aux seules activités équestres (11)		
	Surfaces créées	
Parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale (12)		

### 1.3 – Autres éléments créés soumis à la taxe d'aménagement

Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes (13) : .....

Superficie du bassin intérieur ou extérieur de la piscine : ..... m<sup>2</sup>.

Nombre d'emplacements de tentes, de caravanes et de résidences mobiles de loisirs : 13 .....

Nombre d'emplacements pour les habitations légères de loisirs : 1 (sans fondation calée sur parpaing à même le sol) .....

Nombre d'éoliennes dont la hauteur est supérieure à 12 m : .....

Superficie des panneaux photovoltaïques posés au sol : ..... m<sup>2</sup>.

### 1.4 – Redevance d'archéologie préventive :

Votre projet fait-il l'objet d'un (ou de) terrassement(s) ?

Oui ☐ Non ☒

### 1.5 – Cas particuliers

Les travaux projetés sont-ils réalisés suite à des prescriptions résultant d'un Plan de Prévention des Risques naturels, technologiques ou miniers ?

Oui ☐ Non ☒

La construction projetée concerne-t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ou inscrit à l'inventaire des monuments historiques ?

Oui ☐ Non ☒

## 2 - Versement pour sous-densité (VSD) (14)

Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de la commune où vous construisez.

Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minimal de densité (15) ? Oui ☐ Non ☐

Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de densité, indiquez ici :

La superficie de votre unité foncière : ..... m<sup>2</sup>.

La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) : ..... m<sup>2</sup>

La valeur du m<sup>2</sup> de terrain nu et libre : ..... €/m<sup>2</sup>

Les surfaces de plancher des constructions existantes non destinées à être démolies (en m<sup>2</sup>) (17) : ..... m<sup>2</sup>

Si vous avez bénéficié avant le dépôt de votre demande d'un rescrit fiscal (18), indiquez sa date : .....

## 3 - Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si votre terrain est un lot de lotissement :	
<input type="checkbox"/> F1. Le certificat fourni par le lotisseur [Art. R. 442-11 2 <sup>e</sup> alinéa du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si vous avez bénéficié d'un rescrit fiscal :	
<input type="checkbox"/> F2. Le rescrit fiscal [article R. 331-23 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous avez bénéficié d'un rescrit fiscal relatif à la taxe d'aménagement ou à la redevance d'archéologie préventive	
<input type="checkbox"/> F3. Le rescrit fiscal [R. 331-11-1 du code de l'urbanisme et/ou R. 524-11 du code du patrimoine]	1 exemplaire par dossier



#### 4 - Documents pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si vous pensez bénéficier d'une exonération prévue à l'article L. 331-7 1° du code de l'urbanisme, selon les cas :	
<input type="checkbox"/> F4. Le statut de l'établissement public (à caractère industriel et commercial ou administratif)	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F5. Les statuts de l'association et le justificatif de la gestion désintéressée au sens de l'article 206 1 bis 1er alinéa du code général des impôts	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 4° (opération d'intérêt national) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F6. L'attestation de l'aménageur certifiant que ce dernier a réalisé ou réalisera l'intégralité des travaux mis à sa charge (articles R. 331-5 et R. 431-23-1 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 6° (projet urbain partenarial) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F7. Copie de la convention de projet urbain partenarial (article R. 431-23-2 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si vous faites une reconstruction suite à une destruction ou suite à une démolition ou suite à un sinistre et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 8° du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F8. La justification de la date de la destruction, de la démolition ou du sinistre	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F9. En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur, que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossier
Si votre projet affecte le sous-sol et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 524-6 du code du patrimoine (19) :	
<input type="checkbox"/> F10. L'attestation de paiement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles, ou au titre de la loi du 1 <sup>er</sup> août 2003	1 exemplaire par dossier

#### 5 - Autres renseignements

(Informations complémentaires et justificatifs éventuels (notamment l'attestation bancaire au prêt à taux zéro, si la collectivité a délibéré l'exonération facultative correspondante) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Si à échéance de vos taxes vous n'habitez plus à l'adresse figurant sur la demande d'autorisation, merci de renseigner l'adresse d'envoi des titres de perception

Nouvelle adresse : Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_

Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

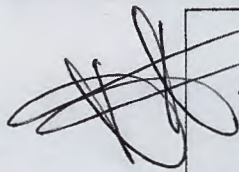
Si le déclarant habite à l'étranger : Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_

Date

18/01/2021

Nom et Signature du déclarant

*Mr GLODAN*



**SARL LES TOURTERELLES**

Camping\*\* Le Clos des Tourterelles

29 RUE DES RENDILLONS

45300 BOUZONVILLE AUX BOIS

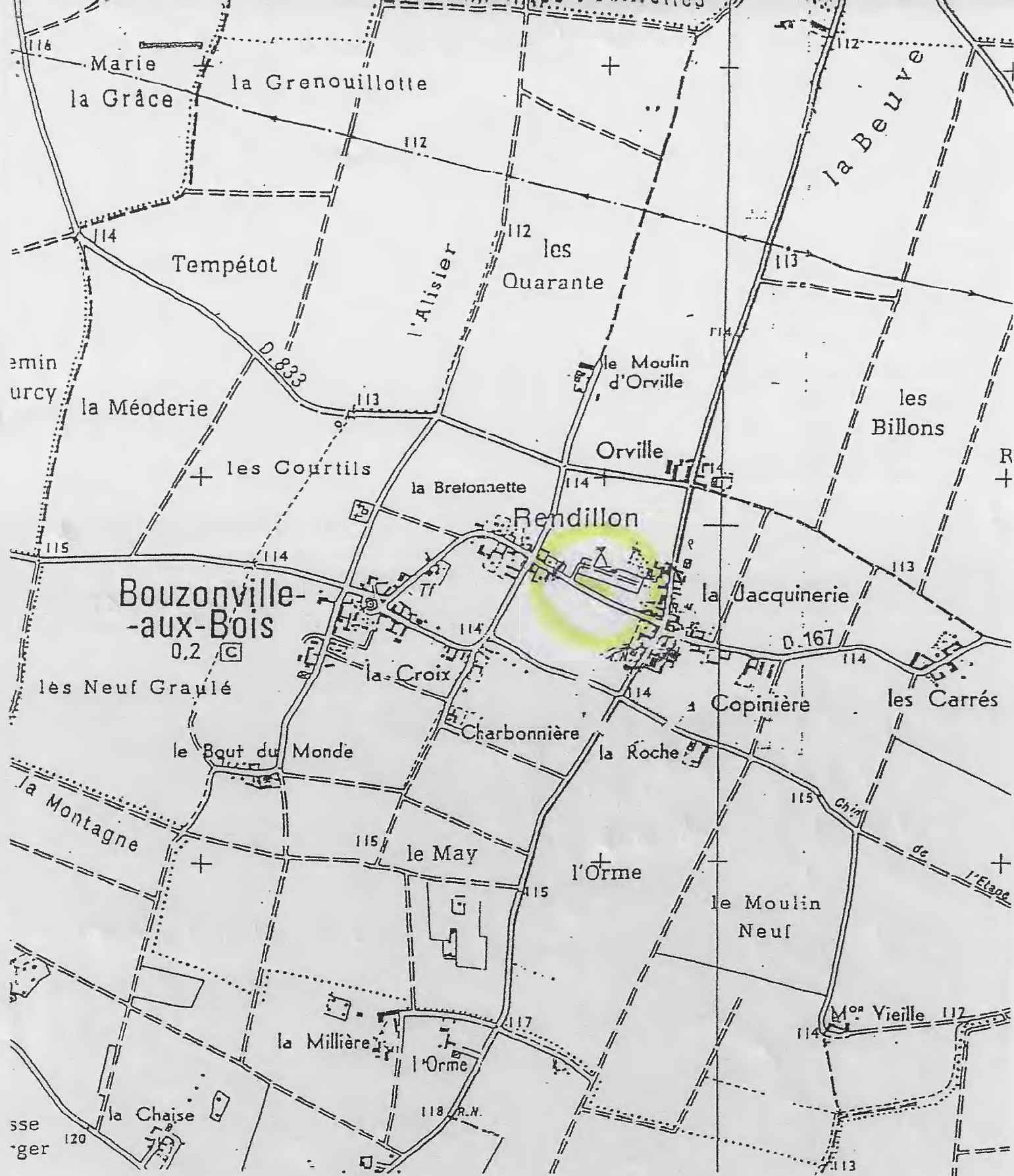
Tél: 02.38.33.01.00 / 06.79.48.36.18

SARL au capital de 7 622,65 Euros

R.C.S Orléans 422.350.785.00016 / APE 5530Z

N° TVA Intracommunautaire FR52422350785





PA1 114



Département :  
LOIRET

Commune :  
BOUZONVILLE-AUX-BOIS

Section : ZD  
Feuille : 000 ZD 01

Échelle d'origine : 1/2000  
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 30/07/2020  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
Pôle Topographique de Gestion

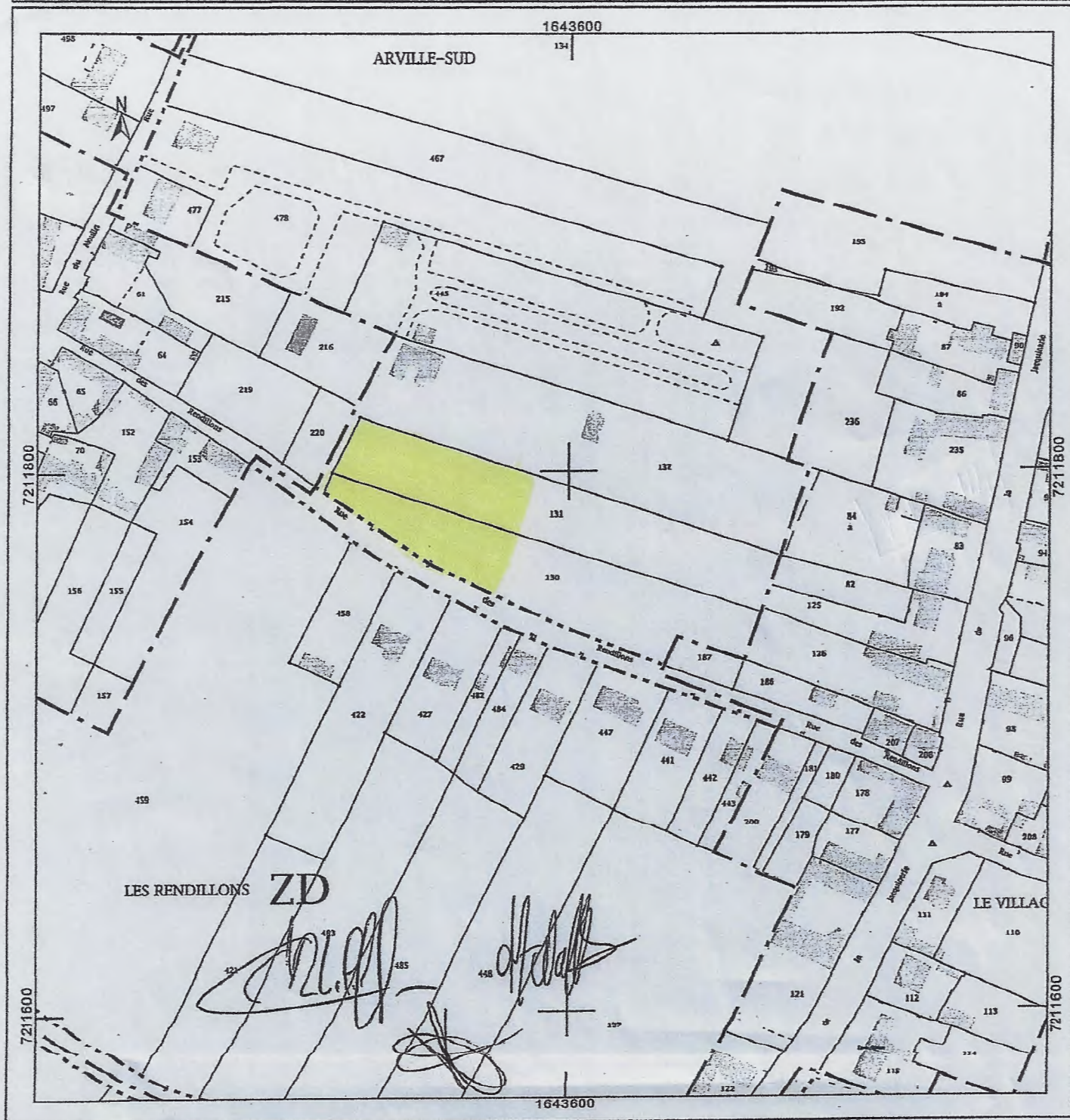
Cadastrale

131 RUE DU FAUBOURG BANNIER  
CITE ADMINISTRATIVE COLIGNY 45042  
45042 ORLEANS CEDEX 1  
tél. 02-38-24-45-76 - fax 02-38-24-45-65  
ptgc.450.orleans@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

PA1 214





# 45-BOUZONVILLE AUX BOIS

Lieu-dit : "Arville Sud"

Section ZD

## DP.10 PLAN COTE ET CROQUIS

Echelle : 1/500

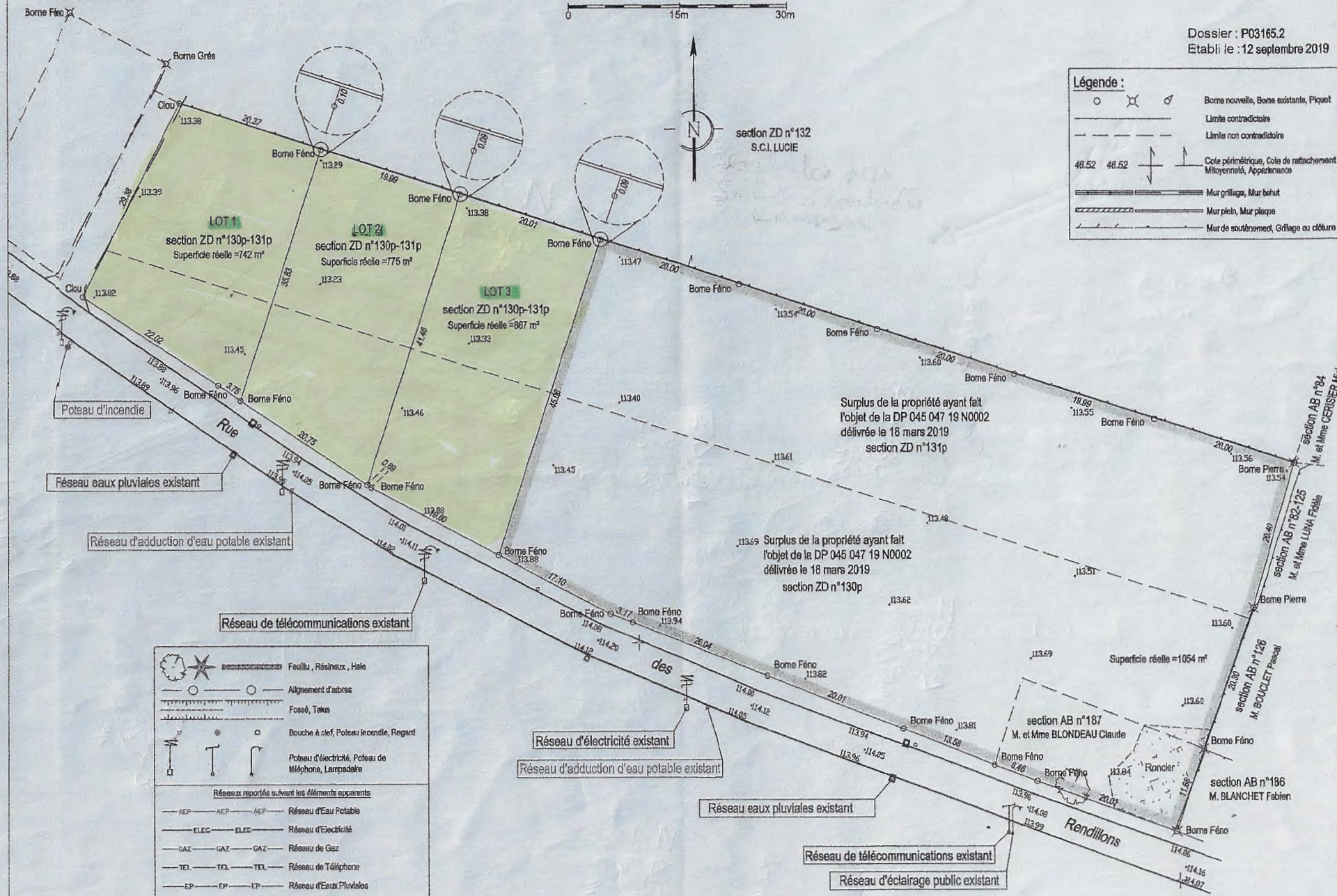


GEOMEXPERT S.A.S.  
Géomètres Experts Associés

2 bis rue Gabriel Lalong  
45300 PITHIVIERS  
Téléphone : 02.38.30.09.72

Dossier : P03165.2  
Etabli le : 12 septembre 2019

Légende :	
	Borne nouvelle, Borne existante, Piquet
	Limite contradictoire
	Limite non contradictoire
	Cote périmétrique, Cote de rattachement
	Mitoyenneté, Appartenance
	Mur grillage, Mur bahut
	Mur plein, Mur plaque
	Mur de soutènement, Grillage ou clôture



	Faune, Résineux, Haie
	Alignement d'arbres
	Fossé, Talus
	Bouche à ciel, Poteau incendie, Regard
	Poteau d'électricité, Poteau de téléphone, Lampadaire
Réseaux reportés suivant les éléments apparents	
	REP — REP — REP — Réseau d'Eau Potable
	ELEC — ELEC — Réseau d'Electricité
	GAZ — GAZ — GAZ — Réseau de Gaz
	TEL — TEL — TEL — Réseau de Téléphone
	EP — EP — EP — Réseau d'Eaux Pluviales
	EJ — EJ — EJ — Réseau d'Eaux Usées
	UN — UN — UN — Réseau d'Assainissement Unitaire

PAI 314



Commune : 65947  
Bouzonville-aux-Bois

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL  
D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFiP)

Cachet du rédacteur du document :

PA1 4/4

Numéro d'ordre du document d'arpentage

Document vérifié et numéroté le 18/10/2015  
A  
Par Benoît SORRE

Section : ZD  
Feuille(s) : 01  
Qualité du plan : régulier <20/03/80

Echelle d'origine : 1/2000  
Echelle d'édition : 1/1000  
Date de l'édition : 14/05/2005

CERTIFICATION  
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

- A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;  
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;  
C - D'après un plan d'arpentage ou de homologation, dont copie ci-jointe, dressé le 22/07/2015 par M. GEOMEXPERT, géomètre à Rithvières.

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

A. Rithvières

le 04/08/2015  
GEOMEXPERT Sas  
2 Bis rue Gabriel Lelong  
53000 RITHVIERES

Document dressé par

Mme LEPRINCE I.

à RITHVIERES

Date 04/08/2015

Signature :

(1) Réviser les mentions et/ou la forme A n'est applicable que dans le cas d'un arpentage (plan révisé par voie de mise à jour), dans la forme B la responsabilité du piquetage est assurée par le géomètre, dans la forme C la responsabilité du piquetage est assurée par le géomètre ou le notaire.

(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien agréé du cadastre, etc.).

(3) Préciser les noms et qualités des signataires s'il s'agit d'un document (copie, accord, représentation, qualité de l'acte, etc.).

RC 672 609 509

N° inscription 2006B400002

RC 323 253 609  
Ordre des Géomètres F. Paris  
N° inscription 2006B400002

P03165.0

Attention !  
Document sans échelle

DA NUMERIQUE

Innexe à la minute d'un  
acte reçu par M<sup>r</sup> MALON,  
Notaire à ARTENAY,  
soussigné le :

30 JUL. 2020

422

427

482

484

447

441

442

443



Commune de Bouzonville Aux Bois

Extension du Camping\*\* Le Clos Des Tourterelles

SARL LES TOURTERELLES

**PA2 - Notice d'aménagement**



# Table des Matières

---

<b>1</b>	<b>Preamble.....</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>Certificat d'urbanisme 045-214500472-20210104-CU_13-AI accordé le 04/01/2021.....</b>	<b>2-7</b>
<b>3</b>	<b>État des lieux.....</b>	<b>8-12</b>
<b>4</b>	<b>Description des travaux.....</b>	<b>13</b>
<b>4.1.</b>	<b>Projet d'aménagement.....</b>	<b>13</b>
4.1.1.	Terrassements généraux.....	13
4.1.2.	Voiries, accès et Aires de stationnement.....	13
4.1.3.	Aménagements.....	13



# 1 PREAMBULE

Le projet, objet de la présente demande de permis d'aménager, est situé sur le territoire de la commune de BOUZONVILLE AUX BOIS (45).

Ce projet a fait préalablement l'objet d'un certificat d'urbanisme ID: 045-214500472-20210104-CU\_13-AI qui a été accordé le 04/01/2021.

Il s'agit d'un agrandissement 'extension' du camping privé classé 2 étoiles loisirs de 76 emplacements situés au 29 Rue Des Rendillons 45300 BOUZONVILLE AUX BOIS.

Les six parcelles concernées par le projet sont les parcelles référencées en 2015 comme ZD529, ZD530, ZD531, ZD521, ZD522, ZD523 pour une surface totale de 2384m<sup>2</sup>.

Les parcelles ZD529, ZD530, ZD531 se trouvent sur la parcelle référencée en 2019 comme étant la ZD131 et les parcelles ZD521, ZD522, ZD523 se trouvent sur la parcelle référencée en 2019 comme étant la ZD130.

Selon le plan PA4 du projeté d'aménagement joint dans le dossier de permis d'aménager, 14 parcelles comprises entre 58,26 m<sup>2</sup> et 164,82 m<sup>2</sup> représentant un total de 1375 m<sup>2</sup> seront mis à disposition des campeurs. Le Camping est réservé exclusivement à la location d'emplacements. Aucune vente d'emplacements n'est envisagée.

Les 14 parcelles d'une surface totale de 1375m<sup>2</sup> créent par l'agrandissement se composeront comme ce qui suit :

- 6 parcelles de 152,70m<sup>2</sup> à 164,84 m<sup>2</sup> destinées aux résidences mobiles de loisirs dont celle de 164,82m<sup>2</sup> pouvant être affecté à un HLL.
- 8 parcelles de 58,26m<sup>2</sup> à 64,08m<sup>2</sup> destinées aux campeurs de passages en tentes, caravanes ou camping-cars.

Un agrandissement du parking privé extérieur existant sera créé pour 9 emplacements dont 1 handicapé pour une surface totale de 176,28m<sup>2</sup> sur les parcelles ZD529 et ZD521.

Une voirie de 5m de large en giratoire sera créé pour une surface totale de 831,80m<sup>2</sup>.

Le nombre de parcelles du camping passera de 76 à 90. Une nouvelle réorganisation de la numérotation des parcelles du camping sera faite une fois l'aménagement terminé.





**MAIRIE DE BOUZONVILLE-AUX-BOIS**  
6 rue de la Jacquinerie  
45300 BOUZONVILLE-AUX-BOIS  
☎ 02 38 33 01 15  
E-mail : m.bouzonville-aux-bois@orange.fr

Réf : 21/AI/010

Envoyé en préfecture le 04/01/2021

Reçu en préfecture le 04/01/2021

**CERTIF**

Affiché le 05/01/2021

ID : 045-214500472-20210104-CU\_13-AI

**DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE  
LA COMMUNE**

**CUb04504720N0013**

<b>Demande déposée le : 27/10/2020</b>		<b>N° CUb04504720N0013</b>
<b>Demandée par :</b>	SARL LES TOURTERELLES	<b>Sur un terrain sis :</b>  29 Rue des Rendillons - 45300 BOUZONVILLE-AUX-BOIS  ZD 521, ZD 522, ZD 523, ZD 529, ZD 530, ZD 531  <i>(Sous réserve de l'exactitude de la déclaration du demandeur)</i>
<b>Représenté(e/s) par :</b>	Jean-Joseph GUEDON	
<b>Demeurant :</b>	29 Rue des Rendillons 45300 BOUZONVILLE AUX BOIS	

**Le Maire de BOUZONVILLE-AUX-BOIS**

**OBJET DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME**

**B) Certificat d'urbanisme opérationnel**

Demande précisant la nature de l'opération envisagée ainsi que la localisation approximative et la destination des bâtiments projetés. En outre il est indiqué si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de cette opération ainsi que l'état des équipements publics existants ou prévus.  
(Art. L 410-1 du Code de l'urbanisme)

**Nature de l'opération :** extension du terrain de camping.

**Utilisation du terrain pour l'opération projetée :** se reporter au cadre 10

**CERTIFIE**

**ARTICLE 1**

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.

Conformément aux dispositions de l'article L.410-1 du Code de l'urbanisme, lorsqu'une demande d'autorisation ou une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la délivrance d'un certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à la date du certificat ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.410-10 du Code de l'urbanisme, le délai d'instruction est fixé à 2 mois à compter de la réception en mairie de la demande.

Conformément aux dispositions de l'article R.410-12 du Code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme applicables sont celles en vigueur au 27/12/2020.



**ARTICLE 2**  
**NATURE ET CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN**

Envoyé en préfecture le 04/01/2021

Reçu en préfecture le 04/01/2021

Affiché le 04/01/2021

ID : 045-214500472-20210104-CU\_13\_A1



Les articles suivants du Code de l'urbanisme sont notamment applicables (articles d'ordre public) :

- Si la commune n'est pas couverte par un Plan Local d'Urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu, les articles L.111-1 et suivants et R.111-1 et suivants du Code de l'urbanisme s'appliquent.
- Si la commune est couverte par un Plan Local d'Urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu, les dispositions des articles L.111-22, R.111-3, R.111-5 à 19 et R.111-28 à 30 ne sont pas applicables conformément aux dispositions de l'article R.111-1 du Code de l'urbanisme.
- Si la commune est couverte par un Plan Local d'Urbanisme, un document d'urbanisme en tenant lieu ou une carte communale les dispositions des articles L.111-3 à 5 ne sont pas applicables.

**Carte Communale approuvée par Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2008 et par arrêté préfectoral en date du 12 septembre 2008, révisée par Délibération du Conseil Municipal en date du 27 février 2014 et par arrêté préfectoral en date du 21 mars 2014**

**Zone : urbanisable**

**ARTICLE 3**  
**NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN**

**PT2 : Servitudes relatives aux liaisons hertziennes**

**ARTICLE 4**  
**DROIT DE PREEMPTION ET BENEFICIAIRE DU DROIT**

Néant

Lorsque, lors de la délivrance du présent certificat, le droit de préemption n'est pas institué, il peut l'être ultérieurement et s'appliquer au terrain y compris dans le délai de validité de ce certificat d'urbanisme.

(Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une Déclaration d'Intention d'Aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption cité ci-dessus. Elle comportera l'indication du prix et des conditions de la vente projetée.)

**SANCTION : Nullité de la vente en cas d'absence de déclaration d'intention d'aliéner.**

**ARTICLE 5**  
**SURSIS A STATUER**

Néant

**ARTICLE 6**  
**AVIS OU ACCORD DES SERVICES DE L'ETAT**

Néant

**ARTICLE 7**  
**REGIME DES TAXES PARTICIPATIONS D'URBANISME ET CONVENTIONNELLE**

Envoyé en préfecture le 04/01/2021

Reçu en préfecture le 04/01/2021

Affiché le

ID : 045-214500472-20210104-CU\_13-AI



*(Les taxes et contributions ne peuvent être examinées qu'à l'examen de l'instruction de demande d'autorisation. Les renseignements ci-dessous n'ont qu'un caractère indicatif, valable à la date de délivrance du présent certificat.)*

**TAXES**

***(Les contributions ci-dessous seront assises et liquidées après la délivrance d'un permis de construire, d'une autorisation d'aménager un terrain destiné à l'accueil d'habitations légères de loisir ou un terrain de camping et en cas de non opposition à une déclaration préalable)***

- La taxe d'aménagement – part communale (Délibération du Conseil Municipal en date du 4 novembre 2011) : Taux 3%
- La taxe d'aménagement – part départementale (Délibération du Conseil Général en date du 9 septembre 2011) : 2.5%
- La Redevance d'Archéologie Préventive : Taux : 0.40%

**PARTICIPATIONS**

*Participations à la réalisation d'équipements publics exigibles à l'occasion de la délivrance d'autorisations de construire ou d'utiliser le sol (article L.332-6 et suivants du Code de l'urbanisme)*

***Les contributions ci-dessous pourront être prescrites :***

- ***Par un permis de construire, en cas de non opposition à une déclaration préalable, un permis d'aménager.***

**PARTICIPATIONS EXIGIBLES SANS PROCEDURE DE DELIBERATION PREALABLE :**

- Participations pour équipements publics exceptionnels (article L 332.8)

**PARTICIPATIONS EXIGIBLES AVEC DELIBERATION PREALABLE :**

- Néant

**PARTICIPATION CONVENTIONNELLE :**

- Néant

**ARTICLE 8**  
**EQUIPEMENTS PUBLICS**

**Informations concernant la desserte et les raccordements aux réseaux :**

- **Desserte – voirie :** Desservi (communale)
- **Assainissement :** Non desservi (individuel – se rapprocher du Service Public pour l'Assainissement Non Collectif de la Communauté de Communes du Pithiverais)
- **Eaux pluviales :** Desservi
- **Eau potable :** Desservi (Gestionnaire : SIAEP de Bouilly-Bouzonville)
- **Electricité :** Desservi (Gestionnaire : SICAP)

**ARTICLE 9**  
**DISPOSITIONS ET INFORMATIONS DIVERSES**

*En application de l'article L.125-5 du Code de l'environnement et de l'arrêté préfectoral n°15-33 du 25 février 2015, il convient d'informer les acquéreurs et les locataires de biens immobiliers de l'état des risques naturels, miniers et technologiques dans le cadre d'un contrat de vente et de location.*



#### **Saturnisme :**

Le terrain est situé dans une zone à risques d'exposition au plomb (arrêté préfectoral de l'arrêté du 6 octobre 2003)

#### **Risque sismique :**

- Le département du Loiret est situé en zone 1 de sismicité très faible (décrets du 22 octobre 2010 – n°2010-1254 et 1255).

#### **Risques naturels, miniers et technologiques :**

- La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Naturels
- La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Miniers
- La commune n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

#### **Informations sur les sols :**

- BASIAS : 5 sites sur la commune (le terrain n'est pas concerné)
- SIS : Néant
- BASOL : Néant

#### **Termites :**

- Le département ne fait pas l'objet d'un arrêté préfectoral.

#### **Mérules :**

- Le département n'a pris aucun arrêté portant délimitation des zones contaminées par les mérules.

#### **Retrait / gonflement des argiles :**

Au titre de la cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles, la parcelle est située dans une zone d'aléa moyen. Dans le cadre d'un projet de construction nouvelle, il est recommandé au propriétaire de prendre toutes les dispositions nécessaires (site internet dédié : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/retrait-gonflement-des-argiles>).

#### **Risques liés aux mouvements de terrain :**

1 cavité souterraine est relevée sur la commune (<https://www.georisques.gouv.fr/risques/cavites-souterraines>).  
Le terrain n'est pas situé à proximité d'une cavité souterraine.

#### **Catastrophes naturelles :**

La commune a fait l'objet d'arrêtés ministériels portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle :  
- le 29 décembre 1999 pour les inondations, coulées de boue et mouvements de terrain survenus du 25 au 29 décembre 1999,  
- le 8 juin 2016 pour les inondations et coulées de boues survenues du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

#### **Péril / insalubrité :**

Néant

#### **Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) :**

Néant

#### **Périmètre de Rénovation urbaine ou de restauration immobilière :**

Néant

#### **Zone d'environnement protégé (ZNIEFF, Natura 2000, réserve naturelle, arrêté biotope) :**

ZNIEFF type I : Néant  
ZNIEFF type II : Néant  
Natura 2000 « Oiseaux » : Néant  
Natura 2000 « Habitats » : Néant  
Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) : Néant

#### **Zone archéologique ou à proximité d'un site archéologique :**

Néant

#### **Proximité d'une route faisant l'objet d'un classement au titre des nuisances sonores :**

La commune est concernée par la A19 – Catégorie 3 et RD921 – Catégories 3 et 4 (largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure : d : 100 m (A19 et RD921 – Catégorie 3) et d : 30 m (RD921 – Catégorie 4)).

Le terrain n'est pas concerné / Le terrain est concerné (RD 921 – Catégories 3 ou 4 / A19 – Catégorie 3)

En application de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2017 relatif au classement sonore des infrastructures, des prescriptions constructives particulières relevant du Code de la construction et de l'habitation s'appliquent.

**Route à grande circulation :**  
Néant

**Alignement :**

L'alignement à suivre est celui des limites de propriété.

**Autres taxes et participations financières :**

Néant

**Autres observations :**

Néant

Envoyé en préfecture le 04/01/2021

Reçu en préfecture le 04/01/2021

Affiché le

ID : 045-214500472-20210104-CU\_13-AI

**ARTICLE 10**  
**REPONSE A LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME**

Le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée, précisée dans la demande de certificat d'urbanisme (article L 410.1.2<sup>ème</sup> alinéa) sous réserve du respect des règles d'urbanisme applicables à ce terrain.

Le demandeur devra se conformer aux prescriptions suivantes conformément aux dispositions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret arrêté par Monsieur le Préfet de la Région Centre Val de Loire, Préfet du Loiret en date du 20 Décembre 2016 :

-Les voies permettant l'accès et la mise en œuvre des véhicules de sauvetage et de lutte contre l'incendie devront répondre aux caractéristiques fixées au titre I, chapitre II, article 4 de l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation (voies engins).

-Toutefois, une voie d'accès à ces bâtiments d'habitation pourra satisfaire aux conditions d'accessibilité si sa largeur est au moins égale à 1,80 m et, si sa longueur depuis la voie engins est inférieure à 100 mètres.

-Les moyens de secours extérieurs, déjà existants dans le secteur, sont suffisants pour assurer la défense contre l'incendie du projet.

La construction devra être raccordée aux réseaux existants en souterrain.

Le demandeur devra se conformer aux prescriptions émises par la SICAP dans son avis en date du 29 octobre 2020, ci-joint :

- Le projet ne nécessite aucun raccordement au réseau public de distribution d'électricité.

En l'absence de réseau d'assainissement collectif, le pétitionnaire devra réaliser un système d'épuration individuel sous réserve d'une étude de sol et de conception (se rapprocher du SPANC).

**FORMALITES ADMINISTRATIVES PREALABLES A L'OPERATION**

Préalablement à l'édification de construction ou à la réalisation de l'opération projetée, les formalités ci-après devront être accomplies :

- Demande de permis de construire, Déclaration préalable, Permis de démolir

Préalablement à la division, conformément à l'article R 421-19 du Code de l'urbanisme, les formalités ci après devront être accomplies :

- Demande de permis d'aménager, Déclaration préalable

BOUZONVILLE-AUX-BOIS

Le, 4 janvier 2021

  
Le Maire  
PERON Francis



Envoyé en préfecture le 04/01/2021

Reçu en préfecture le 04/01/2021

Article 16

ID : 045-214500472-20210104-CU\_13-AI

Copie du certificat est adressée au propriétaire du terrain lorsque la demande est adressée au mandataire.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions définies aux articles L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales le : 04/01/2021

**LIRE ATTENTIVEMENT LES INFORMATIONS DE LA PAGE SUIVANTE**

**DUREE DE VALIDITE (Article L 410.1 du Code de l'urbanisme)**

Si la demande formulée en vue de réaliser l'opération projetée sur le terrain, notamment la demande de permis de construire, est déposée dans un délai de 18 mois à compter de la délivrance d'un certificat d'urbanisme et respecte les dispositions d'urbanisme mentionnées par ledit certificat, celles-ci ne peuvent être remises en causes. Il en est de même du régime des taxes et participations d'urbanisme. Passé le délai de validité, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat n'est assurée. Il appartient au demandeur de s'assurer, préalablement à l'acquisition d'une construction, qu'aucune décision de justice n'a ordonné la démolition de cette construction (Greffier du Tribunal de Grande Instance, notaire...)

**PROLONGATION DE VALIDITE (Article R 410.17 du Code de l'urbanisme)**

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, par une période d'une année, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

La demande de prorogation, formulée en double exemplaire par lettre accompagnée du certificat à proroger doit être soit :

- adressée au maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal
- déposée contre décharge à la mairie

**RECOURS OBLIGATOIRE A UN ARCHITECTE (Article L.431-2 et R.431-2 du Code de l'urbanisme)**

L'établissement du projet architectural par un architecte est obligatoire pour tous les travaux soumis à permis de construire. Toutefois, ne sont pas tenues de recourir à un architecte, les personnes physiques qui déclarent vouloir édifier ou modifier, pour elles-mêmes, une construction dont la surface de plancher n'excède pas 150 m².

*(Pour les constructions à usage agricole, ce plafond est porté à 800 m² de surface de plancher, et pour les serres de production dont le pied-droit est à une hauteur inférieure à 4 mètres, il est de 2.000 m² de surface de plancher).*

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme lorsque le certificat est délivré par le Préfet.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

**RENSEIGNEMENTS**

Pour toute demande de renseignement complémentaire, s'adresser à :

Mairie de BOUZONVILLE-AUX-BOIS  
6 Rue de la Jacquinerie  
45300 BOUZONVILLE-AUX-BOIS



### 3 ETAT DES LIEUX

#### LES ABORDS :



#### Situation :

Les 6 parcelles représentées en noir sur le plan ci-dessus sont nues de tout et simplement délimitées par un bornage, elles sont accolées au camping existant.

Elles se nomment ZD521, ZD522, ZD523, ZD530, ZD531, ZD533.

L'accès à cette extension du camping existant se fera par l'entrée principale du camping.

Elles seront aménagées suivant les plans ainsi que la description des travaux ci-dessous.

Les quatre photos ci-dessous montrent l'état des 6 parcelles dans le paysage.



















## 4 DESCRIPTION DES TRAVAUX

### 4.1 PROJET D'AMENAGEMENT

#### 4.1.1 TERRASSEMENTS GENERAUX

Les terrassements se limiteront aux terrassements des tranchées pour les réseaux et de la voirie. Les cotes de niveau seront globalement conservées.

Les travaux de nivellement sont calculés de manière à limiter les travaux de terrassement. Le nivellement est effectué de manière à avoir une différence minimale entre le niveau naturel avant les travaux et l'aménagement après travaux.

Aucun merlon ne sera créé. Aucun talus ne sera créé. Ceci afin de laisser librement s'écouler les eaux de pluie si besoin.

#### 4.1.2 VOIRIES, ACCES ET AIRES DE STATIONNEMENT

La voirie sera aménagée simplement sans bordures. Les voiries seront bordées d'espaces verts plantés ou de zones de gazon.

La voirie sera réalisée en favorisant les courbes, de manière à limiter naturellement la vitesse. En outre, les voiries auront une largeur de 5 mètres ce qui favorisera une vitesse apaisée limitée à 10km/h, elle sera en giratoire évitant la nécessité d'y faire demi-tour.

La voirie sera libre de tout obstacle en permanence et suffisamment large pour permettre un accès et manœuvre en toute sécurité aux services de secours et d'interventions.

L'accès s'y fera par l'intérieur du camping via la parcelle N°4 qui se retrouvera convertie en voirie.

Le stationnement d'un seul véhicule des clients se fera uniquement sur leurs parcelles.

#### 4.1.3 AMENAGEMENTS

Une clôture périmétrique d'1,80m de hauteur en grillage rigide avec sous bassement béton, elle sera mise en place pour délimiter la limite de propriété de l'agrandissement du camping.

Environ 9 arbres y seront plantés pour créer de l'ombrage sur les parcelles.

Les raccordements des parcelles pour résidence mobile de loisirs en électricité, eau de ville, eaux usées se fera sur ceux du camping existant. Un point d'eau non potable extérieur raccordé à celui existant du camping sera mis en place sur chaque parcelle.

Des extincteurs accessibles seront installés conformément à la législation en cours.

Les parcelles créées seront délimitées par des haies séparatives d'une hauteur d'environ 1,80m maximum avec des végétaux naturels persistant.

Aucun équipement ou bâtiment à usage collectif y sera implanté.















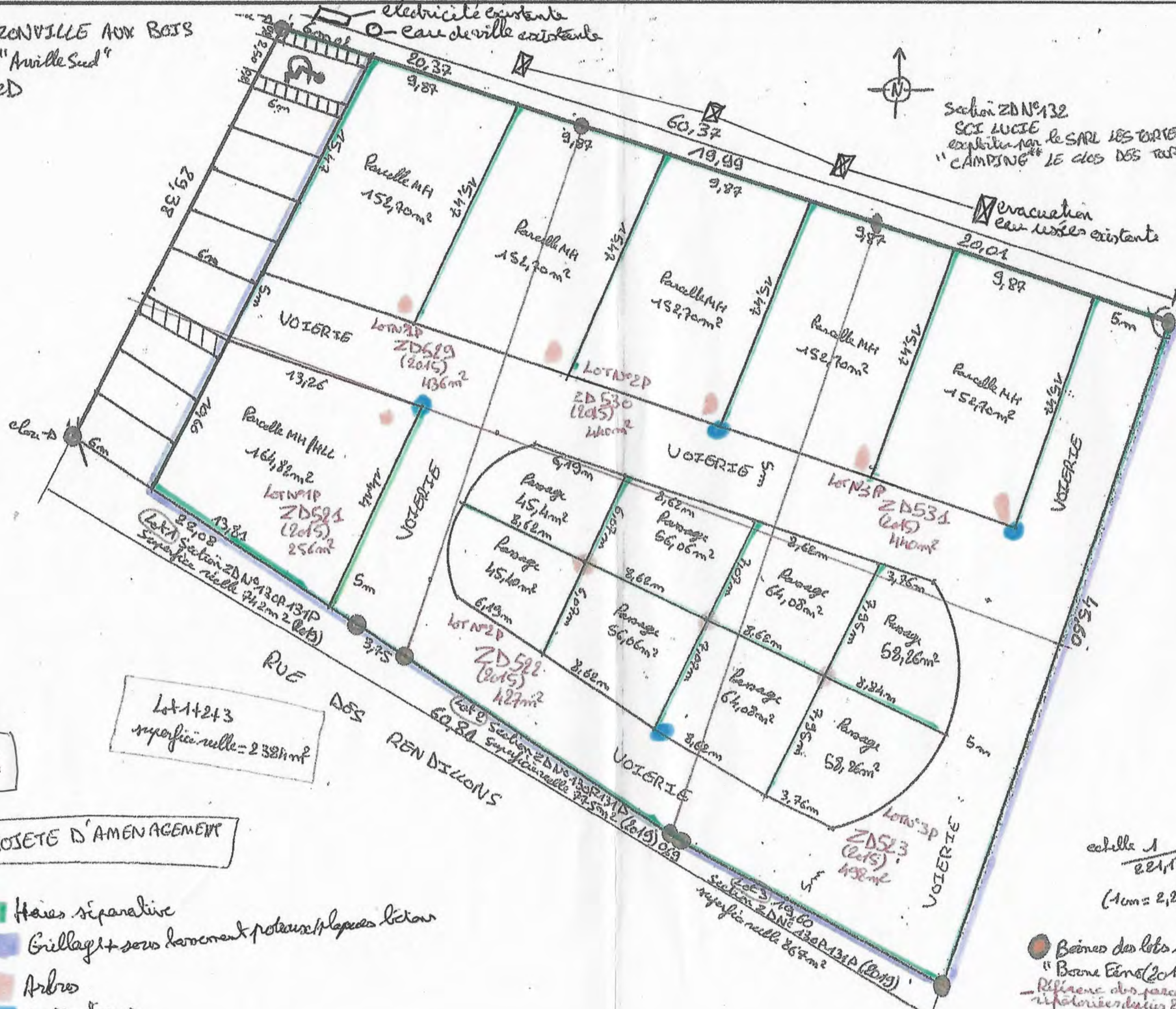
45-BORZENVILLE AUX BOIS  
Lieu-dit: "Auville Sud"  
Section 2D

- electricité existante
- Q - care de ville existante



Section ZDN°132  
SCI LUCIE  
exploitant le SARL LES TORTERELLES  
"CAMPING" LE CLOS DES TORTERELLES





☒ Evacuación  
en usos existentes



PAL 2/2

Lot 1+2+3  
superficielle = 238 km<sup>2</sup>

PROJETE D'AMENAGEMENT

 Haies séparatives  
 Grillage + sous boisement poteaux / piquets liction  
 Arbres  
 cocténcteurs

echelle 1  
221,35  
(1 cm = 2,21 m)

Beignes des lots 1/2/3  
"Borne Éternelle" (2019)  
Réfère aux parcelles telles qu'elles sont  
répertoriées depuis 2015







SARL LES TOURTERELLES  
Camping Loisirs\*\* Les Clos des Tourterelles  
29, Rue des Rendillons  
45300 BOUZONVILLE AUX BOIS  
Tél : 02.38.33.01.00 / 06.79.48.36.18  
R.C.S Orléans : 422 350 785 00016 APE : 5530Z  
N° TVA intracommunautaire : FR52 422350785  
SARL au capital de 7 622,65 Euros  
Mail : leclosdestourterelles@orange.fr  
Site : <http://www.camping-closdestourterelles.fr>

PA13

Bouzonville aux bois, Le 11/02/2021

Je soussigné Mr GUEDON Jean Joseph gérant et propriétaire de la société SARL Les Tourterelles ayant son siège social au 29 Rue Des Rendillons – 45300 BOUZONVILLE AUX BOIS, déclare et m'engage à exploiter les parcelles (ZD521, ZD522, ZD523, ZD529, ZD530, ZD531) faisant l'objet de la demande du permis d'aménager uniquement à usage de Camping Loisirs et comme extension du camping existant.

Fait à Bouzonville Aux Bois Le 11/02/2021

Mr GUEDON Jean Joseph

